

Jean-Paul Damaggio

1992-2002

Le mépris du politique creuse la tombe de la gauche

analyse à parti d'une expérience dans le 82

Conclusion : le temps du pain p.2
Chapitre 1 : le temps du vin p. 4
Chapitre 2 : le temps des roses p. 7
Chapitre 3 : le temps du voyage p. 9
Chapitre 4 : le temps de l'analyse p. 11
Chapitre 5 : la gauche en miettes ? p. 13
Chapitre 6 : les élections de 1998 p. 22
Chapitre 7 : les élections de 2002 p. 24
Sur le bilan de la gauche plurielle : lettre à Jacques Granié
Chapitre huit : l'alternative est-elle possible ? p. 28
Introduction : le calendrier électoral p. 32

Annexes :

- Article de Tahar Djaout dans Algérie Actualité : p. 42
- Lettre à Claude Rossignol sur l'agriculture : p. 44
- Lettre à Alain Daziron sur les mafias : p. 46
- Lettre à Gérard Filoche sur l'inversion du calendrier électoral : p. 48

Epilogue p. 50

Dos de couverture p. 51

Retour sur Vazquez Montalban en 2015 p. 52

« Depuis que le monde est monde, la bonne parole continue de se casser les dents sur le verbe des gourous : le Bien n'a jamais triomphé du mal, c'est le mal qui finit toujours par jeter l'éponge, lassé de ses excès. »
Yasmina Khadra

Conclusion: le temps du pain

Dans le monde à l'envers, qui est à présent le nôtre, il me paraît normal de commencer par la conclusion (et tant pis pour ceux qui pensent qu'il est prétentieux d'imaginer un sens au monde).

Le pain donne des miettes, mais avec les miettes impossible de reconstituer le pain. Pour refaire du pain, retour à la farine, pétrie avec sa dose d'eau et de levure. Voilà comment, parfois, il faut revenir à la case départ.

Quand j'étais gamin, deux boulangers proposaient leur pain dans mon village. L'un faisait un pain égal à lui-même, avec des outils si performants qu'il est devenu depuis un boulanger industriel très connu à Caussade. L'autre, un éternel béret sur la tête, célibataire pour l'éternité, préférait la pétanque à la modernité, aussi, il continuait de cuire son pain au feu de bois. La rumeur disait que le matin, pour attendre la fin de la cuisson, il allait au bord de la RN20 regarder passer les voitures, d'où l'instabilité du résultat de la fournée, d'autant que la température du feu de bois n'est pas réglable. Je n'allais chez lui que les jours de fermeture du boulanger moderne. En poussant la porte de sa boutique, j'avais la sensation d'entrer dans un autre siècle.

Aujourd'hui, ce boulanger au béret aurait le sourire en découvrant que le pain dit «cuit au feu de bois» vaut plus cher que l'autre. J'écris dit «cuit au feu de bois» car à ma connaissance la cuisson n'est que partiellement au feu de bois, comme un fromage de chèvre n'est qu'en partie fait de lait de chèvre. Je pense à la chèvre car, au moment où j'allais acheter du pain moderne, cet animal me paraissait aussi archaïque que le boulanger pétanqueur. Puis, elle aussi est revin à la «mode», grâce à l'action de quelques courageux qui connaissaient les limites du progrès.

Que cette digression ne nous fasse pas perdre de vue l'essentiel : avec des miettes impossible de faire du pain. Avec les miettes de la gauche actuelle nous ne rebâtirons rien. Il nous faut les laisser aux oiseaux et redevenir des boulangers actuels, capables de calmer nos faims dans l'attente du résultat de la cuisson (et pour attendre, quoi de mieux que de regarder passer les voitures au bord de la RN20 ?). En partant en quête d'une farine sans OGM, d'une eau sans nitrate et d'une levure démocratique peut-être, sortirons-nous du four de demain, un produit digeste, capable de nous réveiller le goût de la justice, de la liberté et de l'avenir, ce que j'appelle plus communément le goût de la politique ?

L'économique et le politique ont leurs lois propres. A travers l'histoire, les rapports entre les dites lois furent divers. Nous vivons une époque où l'économique veut totalement dicter ses lois au politique. Or il n'y a pas d'économique sans le politique comme il n'y a pas d'ombre sans la lumière. Quand une militante de la CFDT m'avoua que l'Education Nationale devrait être gérée comme une entreprise, j'ai pensé: voilà une prise de position économique totalement politique ! L'efficacité des lois économiques serait susceptible de prendre en charge le bien commun ? Quand une entreprise perd de

l'argent, elle licencie (parfois même quand elle en gagne). Dans une école primaire, les élèves en dessous de la moyenne y gardent toute leur place. Jusqu'à présent, les lois de l'entreprise sont contraires aux lois de la démocratie qui ont en charge la politique de nos sociétés.

Si aujourd'hui le fonctionnement de l'entreprise devient la référence pourquoi faire de la politique ? Il vaut mieux créer une entreprise. Sauf que cette démission du politique, c'est une politique ! Une entreprise qui ferme ne remet pas en cause le pouvoir économique. Une population qui se détourne de la politique c'est une société qui se remet totalement en cause. En dix ans, l'engagement des citoyens français n'a pas baissé, il s'est plutôt déplacé : quittant les grandes structures politiques et syndicales, il est parti vers le monde associatif, un monde en miettes mais des miettes à portée de la main. Et beaucoup de se dire : que des experts dirigent les affaires de l'Etat pour que pendant ce temps on puisse se faire plaisir ailleurs ! Les experts en question, faute d'un soutien populaire ou d'un contrôle citoyen, cherchent des appuis économiques, phénomène qui caractérise depuis toujours la droite qui s'en trouve heureuse, phénomène qui a gangrené la gauche qui s'en trouve dissoute.

Sans la reconstruction d'un projet démocratique et social, la société ne retombera pas sur ses pieds. Et ce n'est pas la seule difficulté qui attend la politique au sens plein du terme ! Reprendre l'histoire des dix dernières années permet de cerner les dites difficultés. J'ai essayé d'y contribuer en comprenant très bien qu'on se détourne de la politique au vu de ses échecs. Cependant je ne me résigne pas à cet état de fait. La révolte générale reviendra et en surprendra plus d'un comme cela vient de se produire en Argentine. Pour le moment, elle reste éparse.

Chapitre un : le temps du vin

« Non. Il n'est pas de vérités uniques, ni de luttes finales, mais il est encore possible de choisir parmi des vérités possibles et de protester contre de criantes non-vérités. On peut voir une partie de la vérité et ne pas la reconnaître, mais il est impossible de se retrouver devant le Mal et de l'ignorer. Le Bien n'existe pas, mais je soupçonne et redoute qu'il n'en soit pas de même pour le Mal.»

Manuel Vasquez Montalban (Aperçu de la Planète des Singes)

Débarrassé du souci de la conclusion je vais tenter d'aller au fond de ma pensée avant de vous livrer aux sordides démonstrations de ce livre. Le monde fonctionne à l'envers depuis les années 80 et je vais prendre comme illustration de mon propos le cas du vin dans ses rapports avec le coca-cola.

Dans *Point Gauche !* n° 4¹, il m'est arrivé de confronter «l'archaïque» temps du vin et le moderne temps du coca-cola. Je sais très bien qu'il existe encore beaucoup de jeunes vignerons, que les rayons des supermarchés présentent les multiples vins de partout et que l'alcool au volant est un fléau grave. Je sais qu'il existe aussi, dans les bistrotts de Salamanque, une boisson où le vin se mélange avec le Coca-cola ! Simple preuve que les «archaïsmes» ont la vie dure même quand l'alternative est connue ? En prenant le Coca-cola comme référence, j'ai choisi le haut de gamme d'une boisson alternative au nom plus large : le soda. Ce mot d'origine anglaise, apparu vers 1840, est l'abréviation de soda-water qui signifie «eau de soude. La chimie à l'état pur ? Et l'eau de Seltz, de la chimie à l'état naturel ? Et la fermentation du vin, de la chimie à l'état pur ? Dans le monde à l'envers, la barrière n'est pas entre produit naturel et produit chimique. Elle est entre l'impérialisme d'un produit et la richesse de l'humanité et je l'écris en sachant très bien que le mot impérialisme n'est plus de saison.

Le soda a pour fonction d'éliminer des paysans au profit des industriels, projet d'élimination qui ne s'en tient pas à cette seule attaque en règle. Aux USA, depuis longtemps, l'agriculture est seulement une branche de l'industrie, qui n'a d'existence que par l'utilisation d'éléments de la terre Aujourd'hui, l'industrie du pétrole est reine: d'où vient le pétrole ? L'agriculture laisse un mauvais souvenir aux maîtres de l'industrie : l'époque où le paysan pouvait s'auto-suffire loin du règne de la marchandise. Les paysans laissent un mauvais souvenir aux puissants : le nombre de révoltes, dites jacqueries, est incalculable dans le monde. Dernièrement des paysans du Paraguay viennent d'empêcher les privatisations prévues par le gouvernement du pays sous conseil du FMI. C'est vrai, l'industrie apporta confort et vie plus facile mais jusqu'à quand ? La barrière traverse non les questions techniques mais les pouvoirs politiques entre exploiters et exploités. Aussi, pour un instant, laissons de côté, les questions économiques.

Le courage et la peur

Quand j'écris «le monde à l'envers» ça ne signifie pas, qu'enfin, les pauvres ont pris le pouvoir aux riches comme le rêvent des utopistes. Le monde à l'envers va de la naissance à la mort. Il s'inverse quand des naissances sont de trop. Avec les révolutions du XVIIIe siècle, l'humanisme considéra l'enfant comme un être à éduquer et l'adulte

¹ Bimestriel pour une idée neuve du bonheur né en 1992 en Tarn-et-Garonne de l'initiative politique de Gauche 92.

comme un citoyen à former. Le combat social prit une tournure à l'endroit : chaque pas en avant allait vers le bien social, ce qui explique par exemple qu'au XIXe siècle l'éducation soit devenue une très grande préoccupation, phénomène qui dura jusqu'à la fin du XXe siècle, surtout dans les pays libérés du colonialisme. Ah ! les campagnes d'alphabétisation ! Des guerres atroces, le colonialisme, et d'autres phénomènes tentèrent cette inversion qui vient d'être réussie en temps de paix : montrer du doigt une part de l'humanité source de toutes les insécurités.

Dans *Point Gauche !* n°47 Alain Escudié attira l'attention des lecteurs sur le travail de Loïc Wacquant en commençant ainsi son article :

« Dans cette période préélectorale où le thème de l'insécurité nourrit de nombreux débats répercutés par les différents médias, il est bon de se référer à des travaux qui rendent compte de la réalité dans un pays afin d'y puiser quelques enseignements. ».

Deux ans après, Michèle Escobar souhaite à son tour attirer l'attention sur le même livre « Les prisons de la misère ».

Que ce soit deux enseignants qui aient pris la plume à ce sujet n'est pas étonnant. Loïc Wacquant démontre parfaitement comment fut mise en place, au cours des années 90, une entreprise de mise en condition des esprits afin de « criminaliser toute la société ». Les délits restent un phénomène très minoritaire mais l'insécurité est devenue un sentiment très majoritaire. Inversement, s'éduquer est un besoin universel mais l'éducation est devenue dans la société un souci minoritaire : celui des techniciens de l'éducation. Renversement d'autant plus effarant qu'en France, l'éducation fut un thème de société central jusqu'aux années 80. Sur ce sujet, la droite a envahi la rue en 1983, bloquant ainsi la politique de gauche et démontrant que la rue pouvait lui appartenir, phénomène qui s'est renouvelé plusieurs fois depuis. La gauche eut sa revanche quelques années après pour défendre la « loi Falloux » œuvre d'une droite exemplaire de 1850 !

Dans la société, le gendarme intervient en principe pour sanctionner un échec de l'éducation (je parlerai plus loin de la criminalité financière qui est d'un autre ordre). Je ne le dis pas pour minimiser son rôle : le gendarme a une fonction réelle dans une société démocratique. Mais à présent, la télé donne à tout bout de champ la parole aux gendarmes et jamais à des enseignants (sauf s'il y a violence dans une école). Créer des emplois dans la police devient une nécessité évidente une politique d'austérité dans l'éducation en devient la juste conséquence.

Alain Escudié terminait ainsi son article : « Alors que l'on parle de plus en plus de « tolérance zéro » vis-à-vis de la petite délinquance, il faut voir que cette gestion de l'état carcéral de la misère trouve plus que jamais son fondement dans la prodigieuse montée des inégalités dans le monde depuis une quinzaine d'années et dans l'échec des politiques menées pour combattre ce phénomène. »

Le système libéral sait qu'il va provoquer de la misère, donc de la révolte. En conséquence, il prépare partout le seul moyen qui lui reste pour combattre les révoltes : la répression. Comme les politiques économiques sont « inévitables », les politiques des états doivent être répressives. Seuls les archaïques peuvent croire encore en la justice sociale ! Et la répression s'accompagne d'un conditionnement des esprits au cynisme.

Les inventeurs du coca-cola savent qu'il est fait, non pour désaltérer, mais pour inciter à en boire toujours plus (grâce au sucre qui crée, comme le vin, une accoutumance) aussi ils prévoient en même temps les régimes amaigrissants contre l'obésité. Des trafiquants de drogue ne négligent pas de consacrer une part des bénéfices à des centres de désintoxication, etc.

Le courage consiste à remettre en cause non les effets d'une politique mais ... ses causes. La peur place les effets au rang ... d'une cause.

Le collectif et l'individuel

Dans ce monde à l'envers façonné par le pouvoir des industriels, l'intérêt collectif est devenu secondaire par rapport à l'intérêt personnel (ce qui est bon pour Général Motors est bon pour les USA). D'où l'évolution des esprits en matière de nationalisations. Jusqu'en 1980 elles étaient au cœur de la problématique de la gauche. Le PCF avait obligé le PS à les inclure dans le Programme Commun et ce point avait provoqué la rupture en 1977. En 1981 des nationalisations furent entreprises mais, quatre ans après, il ne fallait plus en parler. Le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002 a été champion en privatisations ! Non seulement les nationalisations ne sont plus proposées mais la référence est devenue la privatisation. Puis-je m'étonner que ce renversement n'ait donné lieu à aucune polémique ? Non, car je sais que les lois du marché sont telles qu'il n'y a plus rien à dire en matière d'économie politique ! Tout est devenu question de confiance ! Quand la confiance baisse, la Bourse baisse et quand la Bourse baisse, il faut pleurer.

Bref, les biens collectifs des Etats furent vendus au profit du privé. Maintenant qu'il ne reste presque rien au gouvernement français, il peut envisager de vendre la Tour Eiffel, le Louvre et en dernier l'Arc de Triomphe. Que d'argent en perspective pour payer des caméras de surveillance !

En réponse à une telle situation, au moment où toute la planète est mise en danger par des stratégies économiques suicidaires, il faudrait plus de néolibéralisme pour solutionner les problèmes qu'il pose !

J'ai lu cette théorie en particulier au Pérou : elle vise à détourner toute remise en cause du système vers un nouvel appui au système «rénové».

Le collectif n'est plus de saison car seul l'individuel conduit à l'épanouissement de ceux qui profitent du système. La propriété collective des moyens de production était utile pour préparer le pouvoir privé des sociétés anonymes. Construire des lignes téléphoniques, c'était à la charge de l'Etat mais à présent que l'infrastructure est en place, pourquoi l'Etat en garderait-il la gestion ? Privatiser les bénéfices et socialiser les pertes est la formule la plus caractéristique du monde actuel : s'il y a des bénéfices à faire, que les sociétés privées en profitent, et s'il y a des pertes, que l'Etat les prenne en charge sur son budget.

Face à cette évolution, le PS se donna comme priorité la marginalisation du PCF (Mitterrand fut génial en la matière), le PCF tenta de ne pas se faire déborder par les Verts, et les Verts en 2001 s'épuisèrent à demander un rétablissement de l'équilibre au sein de la gauche, suite aux municipales ! Le Front National pouvait prospérer sans crainte, d'autant que le PS voyait d'un bon oeil la division de la droite qui s'en suivait !

Chapitre deux : le temps des roses

En Janvier 1992, le journal M publiait le récit d'une anecdote qui mérite ici d'être conté même si elle semble nous éloigner du sujet. La scène se passe en Ventôse, le 13, pour être exact. Un poète, qui a délaissé sa plume depuis trois ans, monte à la tribune de la Convention au nom du Comité de Salut public. Nous ne rappellerons pas les circonstances, celles de la France assiégée, de la victoire de la République, celles de la grande Convention. L'homme se veut le modeste rapporteur de décrets dont nous allons vérifier les limites, même si les premiers mots furent relativement lyriques

«Que l'Europe apprenne que vous ne voulez plus un malheureux ni un oppresseur sur le territoire français ; que cet exemple fructifie sur la terre ; qu'il y propage l'amour des vertus et le bonheur ! Le bonheur est une idée neuve en Europe. Je vous propose le décret suivant.

Art 1 : Toutes les communes de la République dresseront un état des patriotes indigents qu'elles renferment, avec leur nom, leur âge, leur profession, le nombre et l'âge de leurs enfants. Les directoires de district feront parvenir, dans le plus bref délai, ces états au Comité de Salut public.

Art 2: Lorsque le Comité de Salut Public aura reçu ces états, il fera un rapport sur les moyens d'indemniser tous les malheureux avec les biens des ennemis de la Révolution, selon le tableau que le Comité de Sûreté générale lui aura présenté, et qui sera rendu public. »

Certains retiendront que, sous prétexte d'aider les pauvres, le Comité de Salut public tenait à contrôler l'état de la répression. D'autres retiendront la phrase « le bonheur est une idée neuve en Europe » et en feront un drapeau, un slogan, une citation etc. jusqu'au jour de 1992 où l'écrivain Comte-Sponville dont l'intelligence sans borne nous apprendra : «Le malheur est une idée neuve en Europe ».

La scène de Ventôse oubliée, la République ouvrira ensuite des « bureaux de bienfaisance » et plus tard elle offrira le RMI aux « indigents» jusqu'à cette promesse, celle du malheur !

L'auteur de l'article de M n'avait oublié ni l'auteur de la phrase ni un de ses poèmes de 1789 publié dans Organt: « Mon cher lecteur, prenez une bouteille auprès de vous, et si vous fais dormir buvez un coup, cela l'esprit réveille ou tout au moins endort avec plaisir ».

On comprend ainsi où les Conventionnels puisèrent la force de leurs rêves : au fond d'une bouteille !

L'article de M voulait répondre au livre presque officiel de Comte—Sponville : **Une éducation philosophique.**

Heureusement qu'il reste des bouteilles pour susciter les rêves de Ventôse car «les indigents» se bousculent encore autour des poubelles de notre planète (pour ceux qui ne croupissent pas en prison). La misère est si grande que le bonheur est devenu une affaire personnelle et non plus une affaire politique : si la quête d'une pitance au fond d'une poubelle fait la joie des enfants de Quito pourquoi les en détourner ! Encore le cynisme, toujours le cynisme !

Aussi, pour prouver que la riposte au monde à l'envers restait de raison, le lecteur de M

enchaîna sa scène de 1793 par une scène de 1972 quand un poète écrivit : « Je ne connais rien de plus cruel en ce bas monde que les optimistes de décision. Ce sont des êtres d'une méchanceté tapageuse, et dont on jurerait qu'ils se sont donné pour mission d'imposer le règne aveugle de la sottise. On me dit le plus souvent que l'optimisme est un devoir, parce que si nous voulons changer le monde il faut croire d'abord que c'est possible. Il me semble que ce raisonnement entre dans l'une des catégories de fausseté depuis longtemps dénoncées par Aristote. »

Cette fois le poète enchaîne les mots...

D'un côté, l'un rêve d'un avenir meilleur où les indigents auraient des indemnités et de l'autre le rêve d'un avenir lucide qui risque d'apporter le mal. Pour réagir, Manuel Vazquez Montalban propose à son ami Rafael Ribo un optimisme de la raison et André Suarez, parlant de Cervantès et son double Don Quichotte note : « On est pessimiste de fait et optimiste d'intention. » Il veut dire que Don Quichotte comme Cervantès sait le monde méchant, violent, dérisoire, grossier, ingrat, tout en sachant qu'il peut devenir bon.

En conséquence, pour survivre, il nous reste la politique du rire. Karl Marx qui n'aimait pas la comédie nous y oblige : « Sous peine de mort, la bourgeoisie force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles ce qu'elle appelle civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle les façonne à son image. Tous les rapports sociaux stables, figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées traditionnelles et vénérables, se dissolvent ; les rapports nouvellement établis vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout élément de hiérarchie sociale et de stabilité d'une caste s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané et les hommes sont enfin forcés d'envisager leur situation sociale, leurs relations mutuelles, d'un regard lucide ».

Il nous y oblige car sa lucidité reste exemplaire en matière de constat mais malheureuse en matière de riposte (d'où sa passion pour la tragédie). Saint Just l'auteur d'Organt n'avait pas lu Marx et croyait encore que le bonheur coulait de source si personne ne le détournait vers les souterrains de l'exploitation humaine. Louis Aragon le lucide, avait lu Marx, et au seuil de sa vie, sa lucidité en fit un désespéré. De source de vie, le bonheur se changea en illusion ! Alors, il reste Don Quichotte et la politique du rire, la seule qui puisse affronter le capitalisme dans son fondement dialectique évoqué dans la conclusion prétentieuse de l'article : « La victoire du capitalisme a été possible parce qu'il a su inclure, en son développement, la critique du capitalisme (quelle société a pu faire de même ?) ».

Autrement dit : « entre la droite et la gauche il s'agit aujourd'hui d'une course de vitesse et non d'un jeu du tir à la corde ».

Les réactionnaires ont lâché depuis longtemps une corde que les progressistes croient utile de tirer encore. Ils sont ailleurs, ils s'échappent et partent en fumée pour mieux resurgir en stock options.

Ce détour étrange par 1792, 1972 et 1992 pose la question classique « des roses ». Faut-il en faire son deuil ? Seuls les chrysanthèmes méritent notre attention ? Faut-il encore croire les optimistes de décision qui disent que, puisque les Empires du passé sont tombés, l'actuel tombera ? Faut-il tenir à deux mains le rationalisme pour que le jeu de la vie ne soit pas un jeûne toute sa vie ?

Chapitre trois : le temps du voyage

«Quand donc apprendrons-nous que pour comprendre certaines choses il faut remonter aux sources». José Saramago

En Janvier 1992 Bill Clinton prenait pour la première fois les rênes des USA. Après Reagan et Bush les démocrates revenaient à la Maison Blanche. Ce fut dans le cadre d'une triangulaire exceptionnelle : Clinton avait obtenu 43% des voix et Bush 38% avec un candidat d'extrême-droite Ross Perot qui avait rassemblé 19% des électeurs, chiffre historique dans une triangulaire.

En Janvier 2002 Bush junior prendra la suite de Clinton dans le cadre d'une autre triangulaire mais cette fois le troisième homme était de gauche, Ralph Nader pour les Verts.

Avec Bill Clinton nous avons le modèle du démocrate qui « pour supplanter les républicains s'approprièrent leur discours » comme le démontra de manière brillante Serge Halimi dans le Monde Diplomatique de décembre 1991. Tactique qui deviendra le modèle de toute la gauche européenne car, après la Guerre du Golfe, les USA servent plus que jamais de référence à la planète toute entière.

Donc, en Janvier 1992, Bill Clinton devient le premier président de l'ère nouvelle, celle de l'Empire Global, celle de l'Empire unique en un mot celle de l'Empire. Boris Eltsine dirige la CEI, un sigle circonstanciel qui servit à détruire l'URSS. En fait Ukraine, Russie et Biélorussie se sépareront très vite et aggraveront la crise de l'ancien empire de l'Est.

Nous pourrions parler des événements «périphériques» de l'Empire comme l'assassinat de Boudiaf le 29 juin 1992 en Algérie, étape d'une guerre terrible lancée par le terrorisme islamiste qui ira, sous une autre forme, jusqu'aux USA étaler ses talents. En terme de violences, le cas de l'occupation de la Palestine est tout aussi emblématique des évolutions de la planète.

Nous pourrions poursuivre ce survol rapide du monde par un arrêt à Maastricht. En 1992 la France vota dans le cadre d'un référendum, en faveur du traité de Maastricht, dossier que suivait bien sûr Bernard Cassen dans le Monde Diplomatique.

Je m'en voudrais d'oublier deux étapes fabuleuses de ce voyage. L'une passe par le Portugal où José Saramago publia *O evangelho segundo Jesus-Cristo* et l'autre par l'Espagne où Manuel Vazquez Montalban publia *Autobiografia del General Franco*. Saramago était devenu écrivain depuis peu, à l'âge de 58 ans, tandis que Montalban avait appris à écrire dans les prisons de Franco, l'homme dont il écrivait l'autobiographie ! Depuis, Saramago est devenu Prix Nobel et je dois reconnaître que si, dès 1992, j'avais porté attention à ses livres, je le dois à une revue tarn-etgaronnaise de la Bibliothèque Centrale de Prêt devenue « La Médiathèque départementale ».

Quant à Montalban, je le découvris dix ans avant, grâce à un journaliste de *l'Humanité* passé depuis à *La Dépêche*, Louis Destrem. Les deux livres sont des monuments. Les auteurs sont des membres de la mouvance communiste. Saramago écrivit en athée, l'évangile que Jésus n'a pas laissé. Montalban écrivit en ironique, l'autobiographie que Franco n'a pas laissé. La littérature garde mille sources.

Pour certains cependant, la source va se tarir et c'est ainsi que l'année suivante un écrivain étrange va périr en Algérie.

Sous la plume de René Hervieu, la question sera évoquée dans le numéro 10 de **Point Gauche !** suite à l'assassinat de Boucebci. Je suivais à ce moment-là l'actualité algérienne grâce au journal Algérie Actualité qui arrivait dans les kiosques montalbanais et auquel on pouvait s'abonner. Tahar Djaout avait proposé en 1987 **L'invention du désert** et en 1991 **Les vigiles**, deux romans qui mériteront toujours la lecture d'autant que les vigiles eurent la peau d'un sourire. Tahar Djaout venait du village kabyle de Oulkhou et je parle de ce sourire en référence à l'hommage que lui rendra en mai 1994 Hamid Nacer-Kodja : «Ce sourire d'un homme avenant, découplé, retenu, propre. Ce sourire habitable à merci où l'on voudrait tant se contenir. Ce sourire qui n'atténue en rien la traditionnelle question du «nif » qui a été le ferment de toute sa vie.» (le nif équivalait au sens de l'honneur).

Après avoir feuilleté avec émotion ma collection d'Algérie Actualité de 1992, et ayant eu la chance depuis, de visiter la Tunisie de Ben Ali, je ne résiste pas au plaisir de vous offrir en annexe un des derniers écrits de Tahar Djaout que ce journal proposa dans son numéro 1413 en novembre 1992. Bonne lecture.

Chapitre quatre : le temps de l'analyse

« No. No hay verdades unicas, ni luchas finales, pero aun es posible orientarnos mediante las verdades posibles contra las no verdades evidentes y luchar contra ellas. Se puede ver parte de la verdadera y no reconocerla. Pero es imposible contemplar el mal y no reconocerlo. El Bien no existe, pero el Mal me parece o me temo que si.»

Manuel Vasquez Montalban (Panfleto desde el planeta de los simios)

Il me fallait ces généralités avant d'entrer dans le concret de la vie politique locale, une vie qui deviendra dérisoire au cours des années 90 car elle touchera un nombre de plus en plus réduit de personnes alors que, dans le même temps, les aides de l'Etat au fonctionnement des partis politiques devenaient phénoménales.

Acteur de cette vie politique je ne prétends ni à l'exhaustivité ni à l'objectivité. Je livre ici seulement quelques réflexions et quelques documents pour alimenter les échanges qui doivent se produire au sein de toute la gauche (y compris l'extrême-gauche) si celle-ci veut se reconstruire. J'ai, dès le soir, du 21 avril donné mon opinion sur cette reconstruction : d'un côté un regroupement autour de l'alternance pour la gauche douce, et de l'autre un regroupement autour d'une alternative pour la gauche radicale. J'ai toujours considéré que la gauche devait fonctionner sur deux pieds, et si l'échec du PS et du PCF est aujourd'hui évident, je n'en déduis pas pour autant que tout est fini pour la social-démocratie et que tout commence pour l'alternative de gauche. En 1969, le PCF eut le tort de croire que l'échec électoral du PS signifiait la fin de ce parti.

Le fait d'avoir participé activement à la vie politique me permet d'écrire sans avoir de leçons à donner à personne (car je suis susceptible d'en recevoir pour mes propres erreurs). Je ne vais pas hésiter à prendre en référence des écrits publiés sur le moment, pour mieux analyser les phénomènes qui se sont produits, pour mieux réfléchir non pas théoriquement mais pratiquement. Pour qui veut créer un mouvement politique alternatif, certains des phénomènes furent anticipés et d'autres négligés, certains furent décrits et d'autres oubliés, certains furent utiles et d'autres inutiles. Je n'ai pas de bons ou mauvais points à distribuer. Je parle à égalité avec tous et je demande en retour le même respect.

Résultats des régionales de 1992 : TARN-ET-GARONNE

Inscrits : 147.794			
Votants : 110.305			
Exprimés : 104.037			
LISTES	VOIX	%	ELUS
CPNT	10.744	10,33	BACOU
Droite	20.481	19,69	CAVE, RECIZAC
Front national	12.623	12,13	DUTERTRE
PS-PRG	19.984	19,21	NUNZI, COURONNE
Opposition de gauche (PC)	6.013	5,78	
Gauche 92	2.553	2,45	
Agir pour le Tarn-et-Garonne	5.364	5,16	
Union opposition nationale	13.608	13,08	BONHOMME
Les Verts	7.186	6,91	RAVAILHE
Génération écologie	5.481	5,27	

Pourquoi commencer par 1992 ?

En France l'année 92 annonce une nouvelle défaite du PS mais le fait marquant sera la fin définitive du bloc de l'EST. Pour l'anecdote je peux indiquer que les dirigeants de la vieille FEN crurent y voir la fin du courant communiste et suscitèrent une scission syndicale dont ils furent les victimes. La FSU qui va naître la supplantera très vite dans le monde enseignant. Comme pour toute la vie sociale, les batailles d'appareils firent oublier le cœur des politiques, aussi la montée en puissance de la FSU ne peut masquer la marginalisation de l'éducation dans nos sociétés. Le grand mouvement de lutte de 1995 auquel la FSU contribua après la CGT a permis la victoire de la gauche en 1997 mais, un peu comme si la politique était sans pouvoir, tout a continué, plus ou moins, sur les mêmes rails. En dix ans, la dynamique de la FSU a fait place à celle de la Confédération paysanne et il y aurait là aussi beaucoup à apprendre.

Chapitre cinq: la gauche en miettes ?

« No. Non ci sono verità caniche, né lotte finali, ma è ancora possibile orientarci mediante le verità possibile contro le non verità evidenti, e combatterle. Si puo vedere parte della verità e non riconoscerla. Ma è impossibile vedere il male e non riconoscerlo. Il Bene non esiste pas, ma il Male credo o temo di si.»

M. Vasquez Montalban
(conclusion de Pamphlet dal pianeta delle scimmie)

Au cours des années 90, alors que les pouvoirs mondiaux mettaient nos sociétés sens dessus dessous (la révolution conservatrice) l'histoire de la gauche se brisa comme un verre en Pyrex qui tombe et se casse en mille morceaux (les morceaux éparpillés nous taillent tous les jours). Quand je dis la gauche j'inclus l'extrême-gauche. Quand je dis la gauche, je dis une histoire mondiale qui débuta avec la chute de la Bastille et qui s'acheva avec la chute du mur de Berlin (la gauche n'est pas qu'une notion française). Si je l'analyse à partir du Tarn-et-Garonne cela tient seulement au fait que je préfère analyser à partir d'une situation concrète (je trouve le Tarn-et-Garonne représentatif de l'évolution générale).

En 1992, après quatre nouvelles années de pouvoir socialiste tout le monde savait que les élections régionales seraient une sanction pour le PS. La dynamique Mitterrand relancée en 1988 (tonton, reviens ! disait Renaud) devenait une impasse. Le sectarisme de Georges Marchais en quête permanente d'un dauphin évitait toute analyse sérieuse d'un bilan équilibré des pays socialistes. Le rêve du ni-ni cher à Waechter plaçait les Verts au centre de la vie politique avec l'espoir centriste connu : fin de la division gauche-droite.

Avant de continuer levons un premier malentendu : j'évoque des personnalités comme des symboles d'une réalité profonde non comme la cause de tous nos maux. Mitterrand-Marchais-Waechter reflètent des courants de l'opinion : ils ne sont pas les mauvais dirigeants face à «une base» qui serait plus intelligente. En matière de parti politique de gauche, j'ai toujours refusé d'articuler ma réflexion sur une fracture dirigeants/dirigés (comme je refuse la formule «France d'en bas»). Oui, les appareils existent mais les appareils ne sont pas le mauvais sommet face à une bonne base. La contradiction démocratique traverse tout l'édifice des partis. Au sommet comme à la base nous trouverons des femmes et des hommes soucieux de démocratie et d'autres soucieux de pouvoir. La fracture est donc entre logique démocratique et logique carriériste. Comme le dit une formule bien connue « il vaut mieux s'adresser à Dieu qu'à ses Saints » car parfois, les Saints, aspirant à devenir Dieu, hésitent à donner des réponses qui pourraient briser leur carrière qu'ils savent devoir à Dieu. Par cette observation j'ouvre un premier débat sur la démocratie : en quoi la hiérarchie tue la démocratie ?

Face aux « dérives » des courants politiques de gauche, en 1992 des militants cherchaient partout une sortie heureuse et l'exemple le plus frappant fut la création en France de « Refondations ». Pour le Tarn-et-Garonne, une vingtaine de militants décidèrent de sortir du bois en créant un mouvement Gauche 92 et en présentant une liste aux Régionales. Alors que Refondations se voulait seulement structure de débat,

Gauche 92 passait à l'engagement politique. Nous reviendrons en détail sur toute cette histoire et ses suites.

Au-delà de l'actualité, 1992 est à la fois le bicentenaire de la naissance de la Première république française et les 500 ans de la « découverte » de l'Amérique. Deux anniversaires qui reposaient les questions des fondements de notre civilisation. En Tarn-et-Garonne une peinture de Rosendo Li, exposée à la Bibliothèque municipale permettait de revisiter les méandres de ce que les Européens appelèrent poliment une découverte alors qu'il s'est agi d'une conquête (titre de l'œuvre symbolique de R. Li).

En 1992, au sein de toutes les formations politiques le débat prenait une dimension grave que nous allons étudier cas par cas pour vérifier comment la décennie fut perdue pour les valeurs de gauche. Je n'insisterai qu'à la fin sur le décalage dramatique auquel nous allons assister, entre perte des valeurs de gauche et urgence de refondations de nouvelles valeurs. L'histoire, en restant ici seulement politique (voire politicienne) ne doit pas faire oublier les sous-bassements qui la sous-tendent et qui imposaient normalement un effort inouï d'actualisation des pratiques et de la pensée de la gauche.

Le PS en tendances ?

En 1981, ce fut la victoire, puis en 1986 la défaite. Mitterrand décida de rester président en prévision d'une revanche possible en 1988. Et, en effet, avec 1988 voilà que le PS revient au pouvoir, mais en 1993 il perd à nouveau et en 1995 il perd aussi la présidence. En 1997, divine surprise, la dissolution avance d'un an une nouvelle victoire attendue qui devait aboutir, en 2002, au retour du PS à tous les postes de commande. Nous connaissons les résultats désastreux de la présidentielle et des législatives de 2002. Quand le PS gagne, tout va bien en son sein : chacun trouve une place à prendre. Quand il perd, tout va mal. En 1992 chacun se préparait à la défaite comme en 1985. Une miette commençait à se détacher de l'édifice : Jean-Pierre Chevènement.

En Tarn-et-Garonne pour les régionales, Jean-Paul Nunzi obtient la tête de liste. Avec trois mandats en poche (maire, conseiller général et député) il ose en briguer un quatrième ! Il est à ce moment là député car élu suppléant de Jean-Michel Baylet en 1988, il a bénéficié de la place quand le radical est entré au gouvernement. En 2002, il lui reste seulement le poste de maire ! Le second de la liste, un radical, dirige le journal L'Action Agricole. En 2002, celui-ci cautionnera la destruction de la Porte de l'an 2000. Le troisième, Jean-Claude Héral sera, aux régionales suivantes ... sur une liste dissidente du PS. Le dernier de la liste est ministre du tourisme à 45 ans, Jean-Michel Baylet en personne.

L'échec fut énorme par rapport aux élections de 1986 : de 50 000 voix à 20 000 ! De trois élus (Cambon sur une liste et Nunzi, Sabatié sur l'autre) le PS-MRG est passé à 2. La présence de Génération écologie, plutôt que de prendre des voix aux Verts qui se retrouvent avec un élu, les a pris au PS ! Et la liste des chasseurs rogne aussi sur tous les électors. La droite a fait le chemin inverse du PS-MRG : unie en 1986 elle est divisée en 1992 et l'élection sanctionne le succès d'un nouveau, le Baudis local : Jean- Pierre Cave. Ce sera la fin de l'ère Jean Bonhomme qui renaîtra avec le fils en 1998. Ce succès sera suivi pour Cave d'un autre l'année suivante : il devient député. En 1995 cependant il subira un échec éclatant aux municipales ce qui fait qu'en 1997, il disparaît de la vie politique même s'il conserve ce poste de conseiller régional en 1998. En plus des

chasseurs, le Tarn-et-Garonne découvre un nouveau genre d'élus : une femme pour le FN ! En résumé, l'éclatement de la vie politique devient évident et le PS qui s'émiette n'est que le reflet d'une situation globale que nous allons revoir, au chapitre suivant, avec le PCF.

La direction du PS est un grand jeu d'équilibre : quand il y a une fuite d'un côté il faut pomper de l'autre. Pour illustrer cette affirmation pratique, observons les municipales de Montauban. En 1965 pour arriver au pouvoir Louis Delmas put rassembler toute la gauche. En 1971 la réélection paraissant facile l'unité pouvait laisser sur la route les plus gênants si bien qu'en 1977 le PSU, présent dans l'unité en 1965, va animer une liste à la gauche de cette gauche là. En 1983, Hubert Gouze a besoin d'assurer son élection face à une union entre une dissidence socialiste et une dissidence communiste : alors il accepte deux membres du PSU sur sa liste. En 1989 le PSU est à nouveau écarté car cette fois, pour les deux places de la gauche alternative, Hubert Gouze, sûr de sa réélection, décide du nom des personnes. Voilà qu'arrive 1995 et Roland Garrigues reprend le flambeau. Il accepte aussitôt sans discussion deux membres de Gauche 92. En 2001 Roland Garrigues réussit l'exploit d'éviter toute liste sur sa gauche (en faisant une place aux Verts), en conséquence il n'avait plus besoin de Gauche 92, mais le PS, plutôt que de le dire franchement, préféra laisser pourrir la situation. Résultat de cette stratégie : défaite de la gauche.

Dans son souci « d'équilibre » cet art de la manipulation n'a pas comme seule victime l'éternelle « petite gauche » : les communistes comme ensuite les Verts ne sont admis sur les listes que s'ils présentent des candidats « compréhensifs ». De telles pratiques ne sont pas typiquement montalbanaises mais générales. Tant que la gauche avait des réserves, les fuites pouvaient se combler en pompant ailleurs, mais les sources se tarissant, nous avons atteint partout la sécheresse.

Suite aux élections de 2002 des émissions de télé complaisantes évoquent l'apparition de nouveaux adhérents pour le PS ou le PCF. Ils existent et j'en connais, mais les émissions auraient dû porter sur la nature de « parti passoire » que sont depuis dix ans ces institutions historiques de la gauche française. Ou mieux, elles auraient dû porter sur la nature de la politique en 2002. Je me livre à ce travail car les dites élections confirment que toute désertion du combat politique, de la part des membres de la gauche, ne peut conduire qu'au désastre (le désastre électoral est minime par rapport au désastre politique, je veux dire au désastre des valeurs politiques).

Donc, comment après 1992, le PS peut-il compenser la perte du courant Chevènement ? En Tarn-et-Garonne cette perte se traduira aux municipales de 1995 par la mise sur la touche de Jean-Louis Pujol. Le PS espère compenser par le développement de la Gauche socialiste. En juillet 1994 paraît le dernier numéro du journal publié par un courant de la LCR depuis la fin de 1992 : Démocratie et Révolution. Après une série de tractations avec le PS ce journal devient en octobre 1995 « Démocratie et socialisme revue mensuelle de la gauche socialiste ». La direction était assurée, au sein de la LCR, par Françoise Rambaud avec Daniel Assouline, Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche, Christian Gourdet, Françoise Guyot, Brigitte Lopez, Pierre Ruscassié, Xavier Rousselin, Claude Touchefeu et Raymond Vacheron. Avec l'entrée au PS viennent s'ajouter : Frank Boutaric, Marie-Dominique Frigout, Fayçal Hédi, Gérard Périer, Pierre Timsit, Eric Touzeau et Benjamin Weil. Par contre ils sont trois à disparaître : Françoise Guyot, Brigitte Lopez et Xavier Rousselin. Dans ce numéro d'octobre 1995 nous apprenons que

le membre de ce courant à la direction du PS est Harlem Désir, ancien dirigeant de SOS racisme. Parmi les autres personnalités connues Julien Dray, député de l'Essonne. Pour la suite de ce travail, retenons le nom de Daniel Assouline, un des responsables de la campagne de Pierre Juquin en 1988. Localement je voudrais citer le cas d'un militant toulousain qui aurait pu suivre le chemin de Gauche 92 puisqu'en 1992, comme ce groupe du Tarn-et-Garonne, il est candidat aux cantonales en rupture avec son parti la LCR, mais pas encore membre du PS. Il m'est arrivé de l'écouter ou de le croiser sans jamais avoir eu l'occasion de lui adresser la parole. Sa disparition le 30 décembre 2001 me fut comme la disparition d'un ami. Démocratie et socialisme lui rendra un dernier hommage mais ici je veux retenir les hommages de Daniel Bensaïd et Jacques Giron parus dans *Le Piment rouge*, le journal de la LCR Midi-Pyrénées (voir pages 24 et 25). Les coïncidences de la vie font que cette étude englobe exactement la fin de son adhésion à la LCR et la fin de son adhésion à la vie. Quel serait son bilan de la gauche socialiste aujourd'hui ? Il mettrait au positif le rôle de son ami François Simon au cours des municipales de 2001 à Toulouse et au négatif la candidature de Marie-Noëlle Lienemann dans la Somme où elle a dû accepter comme suppléant un certain Mélick connu pour avoir été condamné par la justice !

Au-delà de ces questions microscopiques comment voyait-il l'avenir ?

A lire la revue de la Gauche socialiste, le PS apparaît comme un parti de la synthèse où chacun peut apporter sa pierre en fonction de son poids démocratique. La tendance Fabius y est fortement dénoncée (autant que Tony Blair) mais globalement le PS reste le PS : le parti qui veut faire glisser en douceur la France vers le néo-libéralisme, la droite se chargeant de la manière forte. Les miettes continuent de former un tout mais le tout, loin, du morceau de pain, reste une somme de miettes.

Et le PRG ?

Il serait injuste de ne pas proposer une note modeste pour le PRG. En décembre 2001 *La Dépêche* évoqua la position de ce parti pour les Législatives en rapportant ces propos de Jean- Michel Baylet : «Les accords avec le PS indiquent que la circonscription de Castelsarrasin est réservée aux radicaux. Nous présenterons donc un candidat radical mais pour autant, compte-tenu du résultat mitigé que nous tirons du mandat qui s'achève, il n'est pas exclu que nous changions de titulaire.» (voir PG! N°57). Etape nouvelle de la guerre entre le PS et le PRG quand on sait que le sortant est le candidat PS, Jean-Paul Nunzi, et que les radicaux seront finalement obligés de le soutenir au dernier moment. Les sondages devaient indiquer sans doute que c'était la seule solution pour éviter la défaite. Résultat : à trois jours du dépôt des candidatu-res, Jean-Paul Nunzi ne savait pas encore quel serait son suppléant radical. Et ensuite les petits partis seront responsables de la défaite

Le PCF en décomposition ?

Avec le PCF la situation est totalement différente. Il est comme la limaille de fer vis-à-vis de l'aimant socialiste. Tant que l'aimant est loin, le discours est dur (en 1993 le PCF, en Tarn-et-Garonne comme partout, parle de « la politique de droite du PS ») puis quand l'aimant approche alors la limaille est aspirée et devient méconnaissable. Entre opportunisme et sectarisme le va-et-vient donne le tournis. J'avais étudié cette décomposition et ce va-et-vient dans le n°51 de janvier-février 2001 de *Point Gauche !* ce qui m'avait valu de la part d'un ex dirigeant de la CGT et communiste de choc l'épithète «d'anticommuniste». «Avec la gauche plurielle c'est une totale perte d'identité

du PCF!» écrivais-je, et depuis les électeurs ont donné raison à ce constat évident. Pourquoi voter PCF au premier tour des législatives quand le PS représente la gauche qui peut gagner ? Reprenons le fil concret de cette histoire.

En 1992 Joëlle Greder conduit la liste du PCF. Ce parti, conscient du mécontentement à gauche, espère recueillir, dans une élection à la proportionnelle, les fruits de sa critique. Comme pour le PS, la façade reste unie avec même un certain dynamisme nouveau. De 8000 voix le PCF passe à 6000 ! La liste Gauche 92 sera montrée du doigt en tant que liste de division formée de plusieurs anciens communistes. Elle rassemble en effet 2500 voix mais nous le verrons plus loin, cet électorat est, pour une petite part seulement, un ancien électorat communiste. La tête de liste du PS-MRG étant de Moissac, cette liste fera à Montauban un score qu'elle ne retrouvera plus. Ce résultat électoral traduit à la fois des mouvements de fond de l'opinion et des données circonstancielles. Une part de socialistes avait votée Gauche 92.

La crise du PCF allait bien au-delà de l'apparition en TetG du courant Gauche 92. En 1992 une lettre bimensuelle nationale s'ajoute aux journaux dissidents précédents, Futurs. Elle durera dix ans comme l'époque que nous étudions. Voyez comment les coïncidences se suivent et se ressemblent ! Charles Fiterman en signe l'édito et Guy Hermier apporte sa plume (il est décédé en 2001). Le directeur est Maurice Perche qui a tant fait au journal des enseignants communistes L'Ecole et la nation et Roger Martelli assure la rédaction, le même Roger Martelli qui sera à la fête des communistes de 2002 en Tarn-et- Garonne. Je découvris sa jeune tête frisée grâce à Claude Llabres à la fin des années 70. Historien de formation, au fil des ans, il fera de Futurs le plus beau des journaux communistes dissidents ... avant de reprendre du service à la direction du PCF aux côtés de Robert Hue.

Que disait Fiterman en novembre 1992, le même Fiterman qui, membre du PS, est venu sur le site d'AZF apporter ses « lumières » !

« De toutes parts, un constat s'impose : la gauche est en mauvais état ... et même pire. Ce diagnostic évident étant fait, il s'agit moins aujourd'hui de le répéter inlassablement que de répondre - ou de commencer à répondre — à la question : comment la tirer de là ? Comment ouvrir la voie à un réel changement de politique orienté vers le progrès social et humain ? Car ce n'est pas des forces de droite, aiguillonnées par une extrême-droite toujours présente, qu'il faut attendre un tel changement. Elles n'ont comme nouveautés à présenter au pays que les vieilles recettes du libéralisme sauvage, que les Américains sont en train de rejeter parce qu'ils en ont payé le prix. Il est lourd. On ne peut pas non plus proposer la poursuite de la politique actuelle sans qu'à juste titre, les Français se disent : « Les mêmes causes produisent les mêmes effets... Allons voir ailleurs ! ».

Passons à la conclusion de bavardages qui produisent toujours les mêmes effets :

« Du pluralisme reconnu et respecté doit émerger une volonté politique créatrice d'idées neuves, de comportements nouveaux, de forces nouvelles. Et si le pays se disait d'ici à mars prochain : « Tiens, il y a du neuf à gauche, quelque chose qui redonne espoir à une perspective politique », chacun y gagnera. Faute de cela, nous risquons de perdre tous. L'enjeu mérite attention. »

En mars 93 toute la gauche a perdu et voici les réactions. D'abord celle de José Gonzalez

dans les Nouvelles 82 d'Avril 1993 qui, après s'être appuyé sur un jugement de Georges Montaron dans Témoignage Chrétien, écrit à l'adresse du PS

«Que proposent pour l'instant, les dirigeants du PS, sinon d'ajouter à la déception et à l'amertume de tous ceux qui persistent —même confusément — à chercher du neuf, le désarroi que provoquerait la mise sur orbite d'une sorte de parti démocrate à l'américaine, fédérant les socialistes dits «modernes», les dirigeants écologistes (pour qui la politique semble n'exister qu'en termes de jeux électoraux) et les «centristes» fidèles à une tradition sociale ainsi que Michel Rocard l'a dit à Montlouis». Jose Gonzalez ne pouvait savoir que la seule ouverture réalisée par le PS, à l'arrivée de Jospin, fut en direction d'un courant de la LCR, comme nous venons de le voir !

Dans Futurs Charles Fiterman reprend la plume :

« Ce constat impose à toutes les formations de gauche et aussi aux Verts un examen critique franc et ouvert, poussé jusqu'au bout, de leur comportement politique. A cet égard la direction du PCF s'emploie, sans perdre de temps, sans confrontation, sans analyse commune, à imposer une idée : celle d'une «bonne performance du PCF reconnue de tous côtés». Toujours la vieille recette ... »

Pas à pas, Charles Fiterman prend ses distances avec son parti. Il ira sous peu rejoindre les miettes de la gauche alternative en laissant Futurs continuer son voyage. Après les cantonales de 1994, Martelli se réjouit : avec le pacte unitaire de progrès lancé par Robert Hue qui vient de remplacer Marchais, il voit s'ouvrir une véritable alternative de rassemblement.

Le 30 mars 1995 pour son 48^{ème} numéro Futurs passe au statut d'hebdomadaire, change de format et devient un journal à part entière. Il laisse le PCF vivre sa vie et nous apporte une vie loin du PCF. J'ai comme la sensation que c'est une femme Catherine Tricot qui apporte un sang neuf. Le débat sur la nouvelle formule ne fut pas sans difficultés au sein de Futurs mais à mon sens le pari est gagné. La collection de cet hebdo constitue un beau témoignage de recherches alternatives à la gauche officielle. Pourquoi en juin 1999 a-t-il fallu croire que le PCF redevenait porteur de la nouveauté défendue par Futurs ? Roger Martelli passera à la direction d'une autre revue, Regards, où il jouera un peu le même rôle qu'à Futurs mais au service d'un pouvoir perdu pour les valeurs de gauche et qui avait besoin d'une telle caution pour durer.

Le lecteur se demande ce que je peux trouver d'utile à analyser de telles miettes mais comment sortir des impasses de ces dix ans sans passer en revue des tentatives diverses ? Puis-je souhaiter une lecture complète de ce travail avant tout jugement hâtif?

En Tarn-et-Garonne j'ai peut-être été le seul abonné à Futurs mais la réalité de cette initiative s'appuie sur des forces réelles dans le pays. Aujourd'hui le journal existe encore, de temps à autre, mais c'est un quatre pages inutile. Avec Futurs nous avons assisté à la création des «refondateurs communistes» après les rénovateurs et les reconstructeurs. Aujourd'hui, les tendances sont plus multiples que jamais avec l'une qui veut s'ouvrir à la Gauche alternative : elle est conduite par Pierre Zarka, ancien dirigeant de l'Humanité, et prétend représenter 25% du PCF. Pour, sous une forme ou un autre, continuer les combats perdus d'avance ?

Si Futurs continua son action interne au PCF, à partir de 1992, plusieurs mouvances

quittèrent le navire. Celle d'Anicet Le Pors qui créa Démocratie ! puis qui se rapprocha de Chevènement. Celle de Marcel Rigout qui, après ARIAS, créa l'ADS et entra à la CAP. Nous avons invité les deux anciens ministres à Montauban pour mieux connaître et faire connaître leur évolution. En Haute-Vienne la dissidence communiste fut très forte électoralement mais sans avoir pu renouveler la gauche. Cette liste de miettes pourrait être plus longue mais je m'arrête avec le cas du Doubs. Martial Bourquin comme Fiterman acheva sa route au PS qui, décidément, s'ouvrit plus sur sa «gauche» que sur sa droite.

Les Verts en courants ?

En Tarn-et-Garonne le journal des Verts est né en même temps que ***Point Gauche !*** un bimestriel aussi, imprimé à la même boutique. Confirmation, s'il en fallait encore une, que 1992 constitue un tournant. La comparaison s'arrête là car, en termes de moyens, la différence est énorme. Après le très bon résultat des municipales de 1989 (deux élus sur liste autonome), les Verts gagnent un siège au Conseil régional en 1992. En TetG, il faut en moyenne 12% pour avoir un élu aussi le décompte leur est favorable puisqu'ils eurent seulement 6,6% et un élu. Ce résultat ne peut se comparer à la situation de 1989 comme de 92 ou 93 quand les Verts jouent la carte au centre tout en étant, par leurs candidats, situés à gauche.

Comme le PCF mais pour des raisons toutes différentes, je vais reprendre l'image de la limaille de fer attirée ou repoussée par un aimant qui n'est plus le PS lui-même mais le pouvoir plus généralement.

Le PCF est un vieux parti et le balancier entre opportunisme et sectarisme est rodé. Chez les Verts, pas de balancier mais un changement de stratégie tout aussi déroutant. En 1993 alliance avec Brice Lalonde pour le ni-ni, en 1995 présidentielle avec Voynet qui cherche l'alliance avec la gauche alternative, en 1997 alliance avec le PS, en 1999 Cohn-Bendit prend la tête de la liste aux Européennes sans qu'on sache où son coeur balance, en 2002 c'est au tour de Noël Mamère de représenter les Verts après une pirouette subie par Alain Lipietz. Qui peut s'y reconnaître ? Or, à la différence de la Gauche socialiste du PS et de Futurs du PCF, les Verts ont une perspective politique autonome : l'écologie politique que la gauche n'a pas prise au sérieux. Pour contrer la candidature de Pierre Juquin en 1988 (pour la première fois une dissidence communiste allait jusqu'à un affrontement électoral sur lequel je reviendrai) le PCF apporta quelques signatures manquantes à Waechter qui est devenu ainsi, avec l'aide des électeurs qui le placèrent avant Juquin, le leader de l'écologie politique.

Avec la présidentielle suivante, Dominique Voynet prenant la majorité, les Verts s'installeront clairement à gauche pendant que Brice Lalonde dont le PS avait fait un ministre et le dirigeant d'un nouveau parti, Génération Ecologie (apparu en TetG en 1992, encore cette date !) passait clairement à droite. Fidèle à sa tradition d'instrumentalisation des petits partis, le PS se servira par la suite des Verts.

Encore une fois, quel intérêt ont de telles observations politiciennes ?

Les Verts, en naissant au cours des années 80, tentèrent d'apporter un sang neuf à la politique : par leurs pratiques et dans leurs objectifs ils constituaient une rupture avec le passé. Il est donc fabuleux de constater à quelle vitesse les Verts ont perdu leurs propres repères ! Le symbole de cette chute, je le nomme Jean-Luc Benhamias. Je l'ai entendu au Congrès des Verts de Toulouse, en l'an 2000, expliquer ceci : « Entre le poste de

secrétaire général des Verts et celui de membre du comité économique et social, je choisis sans hésiter celui de secrétaire des Verts car, entre nous, le poste de membre du comité économique et social je n'en ai rien à faire ! ». Quelques mois après c'est en fait Dominique Voynet qui prendra son poste, Monsieur Benhamias gardant sans doute celui de membre du Comité économique et social pour mieux courir en 2002 vers une circonscription gagnable. Il se fera prier jusqu'à accepter une circonscription à Marseille. Comment l'accueillirent ses amis Verts ? De telles pratiques heurtent assez peu un électorat de droite mais déroutent l'électorat visé par Benhamias. Son échec annoncé fut sans appel, et les Verts qui exigeaient du PS les moyens d'avoir un groupe parlementaire se retrouvèrent en 2002 avec deux députés. Bien sûr, ce résultat est injuste quand on observe que le PCF, avec moins d'électeurs, conserve son groupe à l'Assemblée nationale mais, d'une part il faut vivre avec les modes de scrutin, et d'autre part des députés à tout prix, est-ce la panacée ?

Avec les Verts il reste un avantage : le côté public du débat interne, avantage qui vire parfois à la guerre des courants mais comment faire autrement ?

Bref au Congrès de Toulouse en l'an 2000, six tendances où nous retrouvons divers tarn-et-garonnais.

Tendance A : celle de Marie-Christine Blandin : aucun nom marquant pour Midi-Pyrénées.

Tendance B : celle de Noël Mamère : nous y retrouvons Alain Rigout, Michel Bock et Jean Claude Biau que nous évoquerons plus loin (ils viennent tous les trois du PCF).

Tendance C : celle de Voynet avec Gérard Onesta et Guillaume Cros ;

Tendance D : celle d'Arditi avec Pierre Labeyrie ;

Tendance E : plutôt à gauche avec Philippe Debaigt et Jean-Jacques Mignot du TetG.

Tendance F : la plus à gauche : avec J-P. Pabanel du TetG.

Ces tendances expriment les diverses strates des Verts, à la fois politiques et géographiques.

Dans **Point Gauche !** n°50 (supplément décembre 2000) voilà comment je conclusais mon étude sur les Verts : «Avec l'AG de Toulouse qui a sanctionné le recul des tendances de gauche au sein des Verts, l'heure d'un mouvement Rouge et Vert semble reculer. Il se trouve que le Congrès du PS a donné le même résultat : recul de la tendance de gauche. Mais ces reculs sont internes aux partis, par découragement des militants de ces partis, mais pas internes à la société qui malheureusement n'arrive pas à organiser les déçus de la gauche. Les deux années à venir seront de toute façon riches en rebondissement car les résultats électoraux vont remettre les pendules à l'heure. Comme en Espagne hier et en Italie aujourd'hui».

Et les pendules sont à l'heure à présent !

Pour anticiper sur le chapitre suivant, rappelons qu'en 1998 Gauche 92 fit, aux élections régionales, alliance avec les Verts pourtant membres du gouvernement. Alliance qui eut ses suites aux cantonales avec des candidats communs. Les Verts purent en déduire que cette alliance fut un échec puisque la liste passa de 6,6% en 1992 à 5,9 en 1998. Elle perdit l'élu qu'elle pouvait espérer. A mon avis, cette lecture oublie totalement le changement de la situation globale. La disparition de la liste Génération Ecologie n'était pas de nature à renflouer la liste Verts-Gauche 92, par contre, l'apparition d'une liste dissidente du PS joua contre l'alliance de l'écologie et de l'alternative.

Dans le canton où j'étais présent à Montauban le même jour, la liste des Régionales

rassembla un peu plus que le score Gauche 92 aux cantonales ce qui tend à indiquer que pour les électors cette alliance était cohérente. Rappelons qu'elle se fit dans le respect de chacun : j'ai, au second tour, de la cantonale refusé d'appeler à voter pour le candidat PS, alors que Gauche 92 était à la municipalité.

Cette alliance avait en même temps ses faiblesses : elle n'eut lieu que parce que le PS-PRG et le PCF refusèrent de laisser une place correcte aux Verts sur leur liste commune. Les Verts se tournèrent vers Gauche 92 par défaut, donc au dernier moment, alors que Gauche 92 avait appelé de ses vœux cette alliance plusieurs mois auparavant. Cette alliance confirme qu'un positionnement clair vis-à-vis du PS est un préalable à toute construction sérieuse d'une gauche alternative. Les Verts passèrent du «ni-ni» au «Oui-Oui Jospin» et pensaient peut-être qu'électoralement ce fait était sans conséquence. Par la suite, les Verts du TetG s'alignèrent plus que jamais derrière le PS jusqu'à une candidature commune aux cantonales de 2001, en conformité avec leur stratégie nationale, alors que Gauche 92 préférait une critique radicale de la «Gauche plurielle» dite «gauche plus rien».

A l'heure des choix décisifs pour l'avenir, alors que Les Verts sont les plus représentatifs pour l'écologie politique je publie, en annexe, un des écrits de 1993 de leur journal. Non pour la polémique mais pour rappeler que le projet alternatif doit se construire en connaissance de cause.

Chapitre six : les élections de 1998

Vous trouverez en annexe les résultats de cette élection régionale. Par rapport à 1992 elle confirme les transformations considérables intervenues dans le paysage local.

L'extrême-droite est toujours là et garde son élu même si elle a dû changer de tête de liste. Confirmation que sa force tient plus à ses idées qu'à ses candidats. Par contre la liste CNPT avec M. Bacou comme leader constant perd 4%. L'effet de surprise de 1992 ne s'est pas renouvelé.

Pour la droite, de quatre listes, elle est passée à deux : nouvelle tendance à l'union et c'est le succès : quatre élus. Tandis que la gauche est loin derrière avec seulement trois élus. Ce score correspond à l'addition du PS-PRG et du PCF de 1992 or cette année là le PS avait déjà perdu beaucoup !

La nouveauté est donc au sein de la petite gauche. Nous venons de voir le cas de la liste Ecologie et Alternative qui rassemble sur des bases nouvelles Les Verts et Gauche 92. Observons qu'à part deux candidats de 1992, cette liste ne présente que des nouveaux. Aucun des candidats de la liste Gauche 92 ne sont présents en 1998 avec seulement cette particularité : Claude Cavaillé candidat avec les Verts en 1992 est candidat pour Gauche 92 en 1998. L'autre candidat toujours là en 1998 est Pierre Ravaille qui occupe la dernière place.

De même, aucun des candidats PCF de 1992 ne sera sur la liste de 1998 puisque seul Hugues Bauchy trouve place sur la liste unitaire de gauche. Cette liste est le signe majeur du piège dans lequel s'enferme ce parti : pour avoir des élus il est obligé de se mettre à l'ombre du PS et ce faisant il perd son identité. Hugues Bauchy pouvait penser que son rôle de vice-président du Conseil régional serait un atout aux législatives de 2002 (il en fait d'ailleurs un gros usage). Le PCF passa de 9 à 3% ! Quelles conséquences en tirera ce parti en 2004 ?

La nouveauté s'appelle Lutte Ouvrière. Sans implantation en TetG, donc avec des candidats pour la plupart de Haute- Garonne, le score de la liste est pourtant de 4,22%. Ce score annonce très bien le succès de l'extrême-gauche à l'élection présidentielle de 2002 (rappelons qu'en 1998 la LCR de Haute-Garonne obtiendra deux élus régionaux). Il annonce aussi les marges plus étroites qui sont réservées à Gauche 92 en 1992 sans l'extrême-gauche. En 1993, LO présente un candidat dans la première circonscription, puis en 1997 sera dans les deux circonscriptions avec la LCR dans la première. En 1998 une nouvelle étape est franchie, nouvelle étape confirmée aux législatives de 2002 avec quatre candidats d'extrême-gauche en TetG mais des scores nettement moins importants.

L'autre nouveauté s'appelle Jean-Claude Héral qui était le responsable départemental du PS, un responsable qui n'a pas voulu se plier aux ordres du PRG. Il a donc réalisé sa propre liste qui fait juste un peu mieux que LO alors qu'elle était composée de militants connus en TetG. Le PS retiendra sans doute l'échec électoral de cette liste qui, s'accompagnant de problèmes financiers, vu le score inférieur aux 5%, annoncera la fin du projet. Le problème qu'elle pose restera entier aux socialistes du TetG : quels rapports entretenir avec le PRG ? Jean-Michel Baylet a un seul souci conserver son pouvoir sur le Conseil général, pouvoir qui lui fut contesté par le PS entre 1983 et 1985. Depuis la guerre des chefs de 1986 entre Hubert Gouze et Jean-Michel Baylet, gagnée

par le dissident Hubert Gouze, le PS local a décidé de se plier aux ordres de Paris : céder face au PRG. Et le PS a été d'échecs en échecs car le PRG sait jouer, dans les cantonales, du soutien du PS contre la droite comme du soutien du centre contre le PS ! Jean-Michel Baylet risque de perdre à son propre jeu, si, en 2004, il est battu par la droite dans son canton de Valence. C'est là que le nouveau député de droite, Jacques Briat, a fait son meilleur score en 2002 et Jacques Bousquet le candidat que Baylet a soutenu aux municipales de Valence n'a gagné en 2001 que d'une petite poignée de voix. Cette étude se référant aux élections régionales ne pourra se poursuivre en 2004 suite au prochain rendez-vous. Le mode de scrutin a été changé par la Gauche plurielle qui a opté pour des listes régionales et non départementales, avec un mode de scrutin basé sur celui des municipales. Encore une atteinte à la démocratie de la proportionnelle.

L'abstention

Il serait injuste de ne pas observer l'essentiel, à savoir la montée de l'abstention. Elle passe de 30% à 39% ! Près de 10% d'augmentation dans le silence complet des observateurs. C'est vrai, de 10 listes on est passé à 8, mais les sensibilités politiques sont encore mieux présentes en 1998 avec la liste LO. De plus, cette baisse du nombre de listes, tient à l'unité de la droite et de la gauche, or cette unité favorise la participation en rendant plus clair le débat. L'augmentation de l'abstention s'inscrit en réalité dans le cadre d'un découragement citoyen profond, constant et constitue la preuve la plus éclatante de la grave maladie de notre démocratie. La naissance de Gauche 92 comme celle des Motivé-e-s à Toulouse a eu pour base, la lutte contre l'abstention. Il faudra d'autres tentatives pour inverser la tendance.

Malheureusement, dans la guerre des boutiques qui caractérise le combat politique, les abstentionnistes sont négligés sauf pendant le bref temps des campagnes électorales. Alors il reste du pain sur la planche pour retrouver le courage politique, seule condition de la participation électorale.

Chapitre sept : les élections de 2002

Les résultats électoraux de 2002 signent le bilan de la gauche plurielle après 5 ans de pouvoir. Ils sont instructifs sur deux plans : les résultats eux-mêmes et les conséquences que les partis au pouvoir en tirent.

Pour les présidentielles **Point Gauche !** a publié des tableaux précis permettant à chacun de faire son analyse. J'ai écrit mes réactions au soir même du premier tour.

Par contre, pour les législatives nous n'avons pas pu sortir un numéro. Je donne en conséquence les résultats ci-contre. Comme chacun sait les lire, en y ajoutant les commentaires sur les candidats, je passe aussitôt aux conséquences. Quel bilan le PS, le PCF et les Verts font-ils de l'expérience, après jugement des Français ?

Ces deux pages s'alimentent à la source du livre de Marie-Noëlle Lienemann que je n'ai pas lu. J'ai seulement découvert quelques pages dans Marianne et surtout des commentaires un peu partout. Avec le Canard Enchaîné et l'Humanité je suis d'accord pour reconnaître qu'elle n'est pas la mieux placée pour faire porter le chapeau de la défaite aux autres. Quand on perd son siège de maire en 2001 à Athis-Mons, quand on en déduit que, pour les législatives, il est bon de se faire parachuter dans le Pas-de-Calais, avec comme suppléant un certain Mellick de triste mémoire, quand on est devenu « sous-ministre », pour oublier la défaite de 2001, penser à sa propre auto-critique l'aurait rendu plus crédible.

Cependant, une fois cette mise au point établie, il serait juste d'observer qu'elle a peut-être eu le tort de traiter tout haut, un sujet que ses pourfendeurs s'acharnent à éviter : l'analyse du bilan. Pourquoi Voynet, Gayssot et Buffet ne nous éclairent-ils pas sur les leçons à tirer de l'événement, par un beau livre tonique qui pourrait être un dialogue entre eux trois ? Ils étaient bien placés pour comprendre ce qui allait arriver : ils furent tous battus aux municipales de 2001. Voynet, dont le franc parler est connu au sein des Verts, a découvert que Jospin ne comprenait que le rapport de force. La politique n'est pas autre chose ! Donc dépassons le cas Jospin pour aller voir plus loin. Dans le Sud-Ouest, terre socialiste bien connue, nous devrions avoir capacité pour aller voir plus loin.

Après les municipales, **Point Gauche !** qui avait souhaité à Montauban débattre avec tous pour que la défaite ne soit pas totalement inutile, découvrit un refus un peu méprisant du PS - ils y réfléchissaient en interne (le PS eut le mérite de nous faire une réponse écrite, ce dont se dispensèrent le PCF et les Verts !). Après les législatives notre journal proposa une réunion publique pour débattre de l'échec et les participants découvrirent encore la totale absence des autres membres de la gauche et de l'extrême-gauche. Les débats de l'été confirmèrent l'absence de réaction à la mesure de l'échec. Chacun se cramponne au passé alors l'échec se poursuivra ... je veux dire l'échec pour une politique de justice sociale et de solidarité internationale.

Montauban

	1997 voix	%	2002	%
Inscrits			76 112	
Exprimés			53 703	
PS	16876	33	17 371	32,3
PCF	3388	6,6	1193	2,2
Verts	2488	4,8	1373	2,5
Gauche 92	581	1,1	426	0,8
LO	1037	2	450	0,8
LCR	488	1	646	1,2
Droite	16653	32,6	20 920	39
FN	7463	14,5	6461	12
CPNT			1930	3,6
Pole Républicain			1395	2,6
MNR			449	0,8

Castelsarrasin

Inscrits			78 020	
Exprimés			52 393	
PS	13391	26	14866	36
PCF	4786	9,3	1928	3,6
Verts	2034	4	1408	2,7
Gauche 92	803	1,5	595	1,1
LO			591	1,1
LCR			1382	2,6
Droite	13247	25,8	18386	36
FN	7585	14,8	7993	15,2
CPNT			2334	4,4
Dagen (divers)	5232	10,2		
MDC	1033	2		
MNR			690	1,3

Indications sur ce tableau : Dans les élections, les personnalités jouent un rôle incontestable. Pour la gauche plurielle les candidats furent presque les mêmes. Sur Montauban, PS, PCF et Verts se retrouvent exactement les mêmes qu'en 1997 et si, sur Castelsarrasin, il y a un changement pour le PCF et les Verts, dans ces deux cas, le candidat PCF conseiller régional et la candidate verte militante active sur sa commune, étaient de « bons » candidats. **Résultat paradoxal** : le PS peut être content des résultats et ses alliés peuvent être catastrophés. Le soir du premier tour, à la préfecture, j'ai vu des dirigeants PS assez satisfaits mais personne côté Verts et PCF. La réponse est la suivante : les électeurs pour éviter la mauvaise surprise de la présidentielle décidèrent de se porter dès le premier tour sur le PS (et le PS fit le maximum pour jouer cette corde). Malheureusement la gauche ne peut gagner qu'en activant sa diversité ! Pour Gauche 92, avec un changement total de candidats et de suppléants, avec l'apparition de candidats d'extrême-gauche sur Castelsarrasin, candidats appuyés sur les bons résultats des présidentielles, passer de 1300 voix à 1000 voix n'est pas si mal. Mais ce résultat n'a aucun intérêt en lui-même car il reste sur les marges. Sa seule fonction est de démontrer qu'il faut faire autre chose, autrement et dans d'autres directions, en matière d'alliance. Avec l'ancien système le PS mangera toujours ses alliés.

Sur le bilan de la gauche plurielle Lettre à Jacques Granié (1)

L'été portant conseil il n'est pas trop tard pour m'insérer dans un débat qu'ouvrirent les colonnes du Réveil du 6 juillet 2002 par la lettre de Laurent Davicino à laquelle tu as répondu dans le numéro suivant. Je ne sais s'il a été convaincu par ton article du 13 juillet où tu t'appuies sur un argument de poids : le score du PS à Montauban.

« Je confirme que la gauche a récupéré une partie de son retard : 47,39% contre 44,66% aux municipales de 2001, ce qui paraît encourageant dans un contexte global de rejet de la majorité nationale sortante. »

Pourquoi faire oublier aux électeurs qu'en 2001, il y avait trois candidats et en 2002, deux ? Reprenons les chiffres dans leur globalité :

	2001 voix	2001 %	2002 voix	2002 %
Inscrits	34 081		34 653	
Exprimés	24 693		23 546	
Abstentions				
PS	11028	44,6	11115	47,39
RPR	12 695	51,4	12 341	52,6
FN	970	3,9		

Il me semble qu'avec le tableau global le chiffre que tu avances est nettement relativisé puisqu'après un an de gestion, Brigitte Barèges peut dire aussi qu'elle a progressé ! Et la présence du FN n'est pas la seule donnée différente : je suis de ceux qui pensent que des électeurs n'aimant pas le cumul des mandats ont voté contre Roland Garrigues en 2001, et pour lui en 2002, et inversement pour Brigitte Barèges puis contre. Bref, il n'est pas sérieux de répondre à des préoccupations globales par des chiffres partiels.

Donc la lucidité et le courage dont tu sembles friand, passent par une autre façon d'argumenter.

Je suis tout à fait d'accord avec le lecteur qui te dit : « je me demande si je suis le seul à être au courant des résultats d'abord des municipales, il y a 15 mois, ensuite des présidentielles — pas de candidat de gauche au second tour — et enfin des législatives - deux circonscriptions perdues sur deux : grand chelem. »

Voilà un langage clair, direct, net et précis.

Une fois bien établie la catastrophe, observons qu'elle n'est pas circonstancielle comme tentent de le dire bien des commentateurs. Partout dans le monde la gauche recule et là où elle ne recule pas, ça tient au fait qu'elle joue la carte de la droite (je pense par exemple à Tony Blair le grand ami de Berlusconi et Aznar).

Vient naturellement la question du pourquoi ? Comme la crise est profonde tout replâtrage sauvera peut-être la façade ... jusqu'à la défaite suivante. En ce sens je ne suis plus d'accord avec le lecteur qui croit que tout vient du fait qu'on garde les mêmes dans la même équipe. Il est logique avec lui-même en demandant en conclusion une alternance. Or le travail de réorganisation doit porter sur un effort d'alternative. Et, dans ta réponse, en proposant seulement des alternatives en termes politiques « doter

notre démocratie de nouvelles règles de fonctionnement» tu évacues le nœud du problème : les propositions en terme social.

Il se trouve que la gauche plurielle a été lamentable là où elle avait toute latitude c'est-à-dire la démocratie (je pense aux lois Chevènement, Voynet, Vaillant) alors, que dire, quand il faut affronter les multinationales !

Bien sûr, je peux me tromper aussi j'attends avec impatience des arguments qui puissent valoriser les communautés de communes (je rappelle que si Brigitte Barèges exclut la minorité de la communauté d'agglomération elle le fait en s'appuyant sur une loi de la gauche !), les pays (la participation des associations fut présentée comme une grande avancée et ce sera seulement une grande fatigue), et les conseils de quartier.

La gauche a cédé puis cédé encore, et cédé toujours face aux saboteurs économiques, sociaux et politiques de la démocratie. Il faut inverser la tendance et je te rejoins sur un point : « Il est de mon point de vue souhaitable que chaque « boutique » participe à une réorganisation collective, dans des échanges et des forums ouverts sur la vie réelle en dehors de chaque organisation. » Avec ai-je envie d'ajouter des journaux ouverts eux-aussi sur l'échange. Cordiales salutations. 11 septembre 2002

1 - Jacques Granié, ancien adjoint de la municipalité de gauche de Montauban, est depuis peu responsable du journal Le Réveil et animateur d'une nouvelle association de réflexion. Il est membre du PS.

Le deuxième dessin de **Point Gauche !** en 1992, tout autant d'actualité que le premier.



Chapitre huit : l'alternative est-elle possible ?

A consacrer toute cette étude à Gauche 92, la démarche aurait été sans intérêt car le propre de Gauche 92 n'a jamais été de se définir comme une boutique ayant son propre drapeau, son propre journal etc. puisque son objectif visait à créer une force politique nouvelle pour la gauche dont le programme s'élaborerait publiquement. D'où le nom de départ : Objectif Gauche 92. Se dépasser, devenir autre chose à partir du débat politique que le groupe pouvait susciter fit que le journal **Point Gauche !** ne pouvait être un «journal de parti » mais une tribune ouverte. Cette quête d'un autre mouvement nous conduisit, en 1993, vers l'alliance nationale avec SEGA (Solidarité Ecologie Gauche Alternative) ce qui se traduisit à Montauban par l'organisation d'un débat contradictoire entre G. Wasserman (ADS) et D. Bensaïd (LCR). Par la suite Gauche 92 s'allia avec la CAP (Convention pour une Alternative Progressiste) où se retrouvaient une part de la LCR, de Futurs et l'ADS. La CAP dans la foulée de 1997 abandonna tout combat politique. Une nouvelle alliance entre L'AREV et les membres de la CAP qui ne se résignaient pas à enterrer tout projet de gauche alternative constitua Les Alternatifs.

A suivre cette évolution complexe et inachevée, comment reprocher aux électeurs leur manque de soutien à la gauche alternative ? Cette suite d'événements est d'autant plus incroyable que les problèmes à affronter par le mouvement social furent les mêmes au cours des dix années en question ! Suite à la présidentielle de 1995, avec Gauche 92 nous avons vérifié l'attraction qu'eurent, sur les militants de l'alternative, le PS, les Verts et le PCF. Jospin sut se draper dans des habits neufs. Or Gauche plurielle allait contre le mur à cent à l'heure sans le voir. Voilà pourquoi le soir du 21 avril, des milliers de citoyens furent sonnés ! D'où venait leur aveuglement ? Faute de candidat à soutenir pour cette présidentielle, Gauche 92 a pu observer la déroute de la gauche plus posément, mais avec tout autant d'inquiétude.

Une fois encore j'en reviens à 1992 et à quelques déclarations dans le cadre du mouvement Refondations qui rassembla Charles Fiterman, Max Gallo, Gisèle Halimi et tant d'autres. Un membre de la Gauche socialiste du TetG souhaita créer un groupe Refondations dans le département mais nous avons préféré créer Gauche 92 et l'histoire nous donna raison. Refondations s'évapora à l'approche des élections de 1993. Des déclarations d'alors méritent notre attention :

Dominique Voynet dit à Charles Fiterman : « Quand on entend dresser un bilan aussi négatif de dix ans de gauche au pouvoir, quand on voit la longue liste des reniements de celle-ci, il est permis de se demander si le concept de gauche est encore fécond. Cette gauche n'a pas pris conscience que la crise écologique surdétermine notre avenir et qu'il ne faut plus penser comme les bons marxistes, les premiers de la classe de l'union de la gauche, en termes de répartition de richesses, mais en termes de ressources finies dans une planète finie. Il faut admettre, au Nord, de vivre de façon plus sobre et plus équitable. On ne peut imaginer plus grande catastrophe écologique au monde que le fait que chaque Chinois ait une mobylette. C'est dire que le modèle de développement des sociétés industrialisées avancées n'est pas exportable et qu'il va falloir en changer ; cela suppose une vraie révolution culturelle. Dans la forme actuelle, vieillie, les partis sont

incapables d'affronter ces problèmes».

Depuis Dominique Voynet a fait sa révolution culturelle tout comme Fiterman.

Martial Bourquin du Doubs disait : «Je constate l'échec complet des formations politiques actuelles. N'est-il pas temps qu'émerge une force politique nouvelle, profondément pluraliste et enracinée dans la population, afin que se dessine un autre projet ? » Le PS auquel il adhéra ensuite était-il si différent de celui de 1992 ?

La politique est souvent l'art des belles formules, puis au pied du mur, chacun s'en va sans art et sans formule. Et le mur se présente à chaque élection. Pour Gauche 92, je prétends que, depuis sa naissance, les objectifs sont restés les mêmes et qu'ils restent nécessaires à la construction d'une radicalité nouvelle. Notre positionnement par rapport au désistement a, depuis, été repris par la LCR qui jusqu'en 1995 pratiqua le désistement républicain. Dès les cantonales de 1992 nous avons décidé que nous ne retenions pas ce principe. Tout en laissant libre chaque candidat de sa propre position personnelle, le principe retenu a été le suivant : au second tour, chaque électeur se détermine suivant ses propres convictions sans consigne propre de Gauche 92 sauf en cas de présence du FN qu'il faut appeler à battre sans hésitation. En conséquence, je me souviens très bien de la question de Patrick Hisson sur Radio-Nostalgie, au soir du premier tour de la législative de 1993 :

« Et pour le second tour quel est votre appel ?

— Nous l'avons écrit sur notre profession de foi : pas de consigne de vote.

— Mais, alors, me coupa Patrick Hisson, vous renvoyez dos à dos droite et gauche ?

— Pas du tout, ai-je répondu, vu que notre combat se situe clairement à gauche mais dans le cadre d'une gauche nouvelle où les partis ne se considèrent pas propriétaires des voix des électeurs. Au premier tour nous avons assumé nos responsabilités. Au second tour, il appartient au candidat de gauche resté en lice de convaincre nos électeurs de voter pour lui. »

Ce point, d'ordre politique, est essentiel dans l'ordre du politique. Nous ne voulions pas faire comme le PCF qui, officiellement appelle toujours à voter PS pour qu'ailleurs le PS appelle à voter PCF, avec, localement, des dirigeants qui votent souvent blancs. Nous ne voulions pas davantage du ni-ni cher aux Verts, qui nous reprochèrent le maintien du mot «gauche» dans notre nom (pour ensuite se plier aux pires désirs du PS). Quand, en 1995, le PS nous accepta sur sa liste à Montauban, il pensa peut-être que nous abandonnerions tout esprit d'indépendance. Il se trompa : aux cantonales de 1998, à Montauban, j'ai refusé pour le second tour, tout appel en faveur du PS.

Je ne suis pas contre le principe de toute alliance entre une « gauche douce » et une «gauche radicale » mais il ne doit se faire que dans le respect de l'indépendance de chacun. A Castres, nos amis des Alternatifs ont fait cause commune aux municipales de 2001 avec la Gauche plurielle. Le groupe comme son élue a continué à garder sa liberté d'expression. Le PS lui en fera-t-il reproche ? J'en suis presque sûr car, dans l'ensemble, il est très loin d'avoir compris que, dans le contexte présent, sa volonté d'hégémonie tue le renouveau de la gauche.

En conséquence, toujours attaché à la formation d'un pôle radical, je considère qu'après les élections de 2002 plus rien ne peut être comme avant. Si un effort colossal n'est pas entrepris pour très rapidement surmonter les divisions alors nous allons jouer contre nos convictions. Après le 21 avril, les appels fleurirent pour dire « nous voulons autre

chose », mais, depuis 1986, je sais la nature des appels d'après élections : ils se fanent à l'automne. Avec Gauche 92 nous avons tenté de semer pour l'avenir, sans souci d'une récolte précoce car l'art de cultiver l'alternative n'est pas aisé, mais il ne faudrait pas se transformer en arracheur des maigres plants mis en place. Sans un regroupement, les citoyens vont se détourner encore plus de l'alternative. En conséquence, à titre personnel, je l'ai annoncé avant même les résultats électoraux, je me mets en veilleuse et je rentre dans le rang. Qu'aucun des lecteurs de ces lignes n'en déduisent que j'abandonne le combat. Tout en rédigeant ce travail, j'en ai préparé d'autres, sur le terrain historique, qui me permettront de garder le lien avec le combat social et politique, tout en m'assurant une distance avec l'actualité. Pour **Point Gauche !** il faudrait passer à un autre stade pour qu'il englobe les mouvances de base communistes et vertes, pour qu'il apporte un autre type de clarté politique. J'ai déjà noté dans **Point Gauche !** la très faible intervention politique directe des auteurs d'articles et, plus porté à regarder l'horizon, je ne m'en suis jamais plaint. Mais l'engagement, s'il peut être global, passe aussi par la prise de position «partidaire ». Au départ, nous avons refusé Refondations pour ne pas tomber dans le club de discussion dont l'histoire montre qu'il sert les formations politiques en place plus qu'il ne permet de les remplacer !

ATTAC joue le même rôle. Groupe de pression utile, il n'en détourne pas moins des militants, de l'engagement politique novateur. Or le 21 avril, la leçon pouvait être claire rien ne remplace l'engagement politique ! Les grands partis, même en leur sein, peuvent laisser se dérouler un débat riche mais au moment des décisions, plus question de rigoler. Et les décisions, nous savons dans quel sens elles sont prises : loin des grands débats d'idées (reprenez la belle phrase de Voynet de 1992 et comparez avec la suite). Cette observation est même vraie pour un groupe comme la LCR que j'ai pu observer au sein de la CAP. Débattiez, prenez la parole, mais si la tactique électorale suppose une alliance avec LO, alors ce débat devient obsolète et sera renvoyé à l'après élections. Pour le trotskisme les « staliniens » servent d'écran entre eux et le peuple. L'écran est parti mais ici ou ailleurs leurs mouvements restent des petits groupes parfois plus politiciens que le PS ou le PCF.

Des propositions ?

Pour une nouvelle formation politique trois débats s'imposent : quelle orientation ? quel positionnement ? quelle organisation ?

Le positionnement c'est l'autonomie par rapport aux autres forces politiques d'extrême-gauche ou de gauche. L'organisation suppose un effort dans le domaine de la démocratie interne. Cette démocratie n'ayant de sens que si le regroupement est large. Dans un mouvement style LCR, avec ses tendances constituées, la démocratie interne reste secondaire par rapport au patriotisme de parti. Inversement, la dite démocratie, doit éviter de devenir une source d'inertie. Techniquement, il y a des conditions financières à observer, le rôle des permanents à préciser, et l'affichage d'une régularité de réunion des organismes d'animation avec rotation des centres de rencontre. L'orientation ne peut pas se présenter comme une série de textes achevés. Je suis de ceux qui pensent que notre système devient globalement mafieux (beaucoup plus que mondialisé) mais je sais, en même temps, que cette vision est minoritaire. L'orientation, une recherche jamais achevée d'alternative sociale à notre société doit reconnaître les observations minoritaires. Les propositions doivent s'appuyer sur les pratiques existantes pour en limiter les défauts et en favoriser les qualités. D'où le besoin d'une analyse sans complaisance des types d'organisation. Généralement, les questions de «direction

politique» apparaissent en fin de débats sous prétexte qu'il faut définir les orientations puis décider ensuite de qui va les mettre en œuvre. Il faut procéder inversement. Rassembler d'abord les désirs d'action des membres mobilisés et analyser ensuite ce qu'ils peuvent réaliser. A quoi servirait une orientation en matière culturelle si personne ne veut intervenir dans le champ du culturel ? Cette façon de procéder permettrait ainsi d'éliminer le volontarisme des optimistes de décision. Dans une élection, si personne ne veut être candidat inutile d'en parler. A ce propos il serait souhaitable de bien articuler combat politique et combat électoral. Par habitude, je sais que certains sont plus soucieux de l'un que de l'autre. Puisque les deux sont complémentaires, inutile de se chamailler sur le sujet. Après avoir fait le compte des forces en présence, il faut s'organiser en fonction de ce constat pour en espérer les meilleurs bénéfices. Alors, nous sortirons peut-être d'un sentiment d'autodestruction qui mine tout progrès de la gauche alternative ? (je n'ai voulu qu'effleurer les questions).

Introduction : le calendrier électoral

Quoi de plus génial que de présenter, en introduction, le débat le plus débile qu'ait connu le Parlement ces dernières années et qui a eu lieu entre décembre 2000 et avril 2001, débat où le monde à l'envers fut exemplaire !

Sur 500 pages d'interventions vous pouvez lire les arguments de ceux qui voulurent passer les Législatives après la Présidentielle (PS, MDC, PRG et une partie de l'UDF) et ceux qui s'y opposèrent : PCF, Verts et le RPR. Manifestation ahurissante de la crise politique ! Par le biais d'une mesure circonstancielle, la majorité de l'Assemblée nationale (elle a eu le dernier mot) a achevé la présidentialisation de la Constitution, qui avait connu une étape majeure avec la décision du quinquennat votée par référendum le 24 septembre 2000. J'avais voté blanc à ce référendum, or la suite confirme le vice caché de la démarche du PS : mettre toute la vie politique à la remorque de l'élection présidentielle (j'aurais dû voter non). Comment ce parti a-t-il osé une telle escroquerie ? Car, si je me souviens bien, la Gauche c'était la primauté du Parlement !

Quand je parle de manifestation de la crise politique faut-il que je rappelle les résultats de ce référendum ? 70% d'abstentions ! Les électeurs montrèrent qu'il y avait mieux à faire qu'à perdre son temps à de telles manœuvres.

Juste avant Noël 2000, comme pour nous faire un beau cadeau, la majorité de l'Assemblée nationale remettait ça : elle décidait que pour toutes les élections à venir les Législatives suivrait la Présidentielle.

Seuls deux éléments peuvent changer le calendrier : une dissolution devenue presque impossible, (la réforme se base sur le fait que quinze jours après la Présidentielle les électeurs donneront au Président, l'Assemblée qu'il souhaite) et le décès du Président, fait rare.

En conséquence, cette introduction va être un peu longue malgré le côté rébarbatif du sujet ! Vous aurez droit à des éléments du rapport de Christian Bonnet pour la droite, puis aux diverses opinions des partis.

Au Sénat, la droite, par le rapport de Christian Bonnet n'eut aucun mal pour ridiculiser le PS :

«Le Gouvernement a brutalement changé de position sur la question de l'ordre des échéances électorales prévues en 2002. Rappelons en effet que le 19 octobre 2000, Monsieur le Premier ministre déclarait, au cours d'une intervention télévisée : « Toute initiative de ma part serait interprétée de façon étroitement politique, voire politicienne. Moi, j'en resterai là et il faudrait vraiment qu'un consensus s'esquisse pour que des initiatives puissent être prises. »

Quelques jours auparavant, M. Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur, commentant un amendement tendant précisément à modifier l'ordre des consultations électorales, avait tenu des propos similaires : «Le Gouvernement, vous le savez, respecte les échéances fixées par les lois de la République. Il n'a pas pris d'initiative pour modifier le calendrier électoral de 2002, ce qui nécessiterait en effet de proroger le mandat de cette assemblée. Dans l'hypothèse où l'évolution du débat politique ferait apparaître un très large accord pour inverser l'ordre des échéances électorales, le Gouvernement serait alors disponible pour en débattre, naturellement, mais c'est loin d'être le cas aujourd'hui».

Le 24 novembre 2000, pourtant, le Premier ministre annonçait en ces termes devant le Congrès du Parti socialiste réuni à Grenoble, un changement radical d'orientation :

"Ce qu'il faut souhaiter, c'est que le printemps 2002, celui des grands rendez-vous démocratiques, dans lesquels le peuple s'exprime et tranche, ne soit pas un printemps de la confusion et des choix de convenance, mais un printemps de la clarté".

Dès lors, le 30 novembre, M. Jean-Marc Ayrault et les membres du groupe socialiste et apparentés de l'Assemblée nationale déposaient une proposition de loi organique tendant à modifier la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale. Cette proposition de loi organique, ainsi que cinq autres portant sur le même sujet, étaient inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale dès les 19 et 20 décembre.

Ce bref rappel des circonstances de l'inscription de ce texte à l'ordre du jour des assemblées appelle quelques remarques. Si le Premier ministre entendait éviter que sa démarche soit "interprétée de façon étroitement politique voire politicienne", il eût peut-être été préférable qu'il en fasse l'annonce dans une autre enceinte que celle du Congrès du parti auquel il appartient. Par ailleurs, le calendrier électoral de 2002 est connu depuis 1997. Si le Gouvernement estimait nécessaire de modifier une situation conjoncturelle, il lui était possible de le faire dès 1998 ou 1999, afin que le Parlement puisse débattre de manière sereine et approfondie. A l'inverse, si le texte proposé s'inscrit dans une perspective à long terme prenant en considération la réduction de la durée du mandat présidentiel, est-il réellement souhaitable qu'une telle discussion soit conduite dans l'improvisation quelques mois avant les élections ? Quoi qu'on pense sur le fond, le texte soumis au Sénat est présenté trop tard... ou trop tôt. Il est enfin difficile de savoir sur quel "consensus", quel "large accord" la décision du Gouvernement a été prise. S'agit-il du large accord de la représentation nationale ? Dans l'attente de la position du Sénat, le vote par l'Assemblée nationale de la proposition de loi organique par 300 voix contre 245 ne manifeste pourtant qu'un consensus relatif. S'agit-il du large accord de l'opinion publique ? La dernière enquête d'opinion réalisée sur ce sujet a fait apparaître que 41 % des Français souhaitaient le maintien du calendrier électoral tandis que 32 % se prononçaient pour sa modification. »

Je ne puis citer plus longuement le texte de Christian Bonnet pour qui j'ai, par ailleurs, si peu d'estime mais avouons qu'il dut se réjouir à l'écrire. Après la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée, des lois sur la question (changer l'ordre des élections) venant du PS, du PRG, de Raymond Barre, du MDC, 500 pages de débat viendront nous éclairer ! La loi est publiée au J.O. le 16 mai 2001 avec pour titre LOI ORGANIQUE MODIFIANT LA DATE D'EXPIRATION DES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE a pour contenu ces deux articles : «Art.). - Les pouvoirs de l'Assemblée nationale expirent le 15 juin de la cinquième année qui suit son élection. Et Article 2: L'article 1 s'applique à l'Assemblée nationale élue en juin 1997».

Elle a été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le mardi 24 avril 2001, par 308 voix pour et 251 voix. La discussion en séance publique avait commencé les 19 et 20 décembre 2000. Au Sénat la discussion eut lieu les 16, 17, 23, 24, 25, 30 et 31 janvier 2001. Elle se poursuivit même le 1^{er}, le 6 et le 7 février 2001. La droite refusant cette loi une Commission mixte paritaire échoue à rapprocher les points de vue alors, nouveau passage devant l'Assemblée. Cette fois nous sommes après le résultat des municipales à savoir le mardi 3 avril. Discussion puis rejet du Sénat le 17 avril. Proposition adoptée enfin par l'Assemblée nationale en lecture définitive le 24 avril 2001.

Après la présentation faite par Christian Bonnet et le descriptif du chemin suivi par la loi voici : l'exposé des motifs par le PS :

« Cette chronologie (les Législatives avant les Présidentielles) inverse de fait la logique de nos institutions, selon laquelle c'est à l'occasion de l'élection présidentielle que nos concitoyens expriment un choix politique clair engageant notre pays pour cinq années. A ce titre, l'élection du Président de la République offre la possibilité de fédérer des forces autour d'un projet pluraliste et ouvert qui est ensuite mis en œuvre par la nouvelle Assemblée nationale. L'organisation des élections législatives après l'élection présidentielle rétablit ainsi le rythme des institutions de la Vème République. Il apparaît d'ailleurs que la majorité de nos concitoyens est attachée au maintien de cet ordre chronologique et souhaite que, nonobstant les circonstances, le calendrier de 2002 retrouve sa cohérence. C'est pourquoi, la présente proposition de loi organique entend fixer la date des élections législatives après celle du scrutin présidentiel en inscrivant dans le code électoral que, désormais, les pouvoirs de l'Assemblée nationale expireront le 15 juin de la cinquième année qui suit son élection. Cette disposition s'appliquera évidemment à l'Assemblée nationale élue en juin 1997».

Côté radicaux de gauche l'exposé des motifs n'est pas mieux.

Il inclut dans l'argumentation le référendum sur le quinquennat :

« Mesdames, Messieurs, Le 24 septembre 2000, les Français ont approuvé par référendum le projet de loi constitutionnelle portant la durée du mandat présidentiel à cinq ans. Si ce choix apporte à notre Constitution un nouveau souffle, il ne constitue néanmoins qu'une étape. En effet, il est nécessaire de poursuivre la réforme de la Ve République et d'engager nos institutions sur la voie d'un régime présidentiel. Dans l'immédiat, l'adoption du quinquennat impose la modification du calendrier électoral. Le Président de la République et les députés doivent être élus au suffrage universel le même jour. Seraient ainsi réunies les conditions rendant plus probable une majorité parlementaire en cohérence politique avec le chef de l'Etat. En outre, la diminution du nombre de consultations résultant de cette concomitance pourrait favoriser le taux de participation des Français aux élections».

Pour le MDC, en pointe sur la question, c'est l'intérêt général qui doit être au premier plan : « Mesdames, Messieurs, L'intérêt général exige que, conformément à l'esprit de la Ve République et à la logique du système présidentiel majoritaire, l'élection présidentielle ait lieu avant et non après l'élection législative. L'élection présidentielle doit demeurer, en effet, l'élection directrice qui permet d'arrêter les grandes orientations de la politique nationale. L'adoption par référendum du quinquennat limite les risques de cohabitation dont l'expérience montre qu'elle engendre surenchères, immobilisme et confusion. Le calendrier actuel résulte non d'un choix, mais de la date du décès d'un précédent Président de la République. Il favoriserait de nouveau des risques de cohabitation et de jeux politiques que l'institution du quinquennat devait précisément dissuader. Elire d'abord le Président de la République, ensuite les députés à l'Assemblée nationale est la meilleure manière de rétablir la clarté et la responsabilité politiques : les citoyens doivent savoir clairement qui gouverne, qui contrôle et qui s'oppose. Dans l'immédiat, seule la prorogation de quelques semaines de la fin du mandat de l'Assemblée nationale - du premier mardi d'avril, comme prévu actuellement, au 25 juin pour l'avenir - permet de rétablir l'ordre normal des élections. Tel est l'objet de cette proposition de loi organique tendant à modifier l'article L.O. 121 du code électoral. »

Bernard Roman, pour le PS, sut mentionner le hasard et eut une pensée pour les petits partis : « Ainsi, par le seul fait du hasard, non seulement les élections législatives et présidentielles se dérouleront la même année, mais, de surcroît, le scrutin désignant les députés précédera l'élection présidentielle. Pour le moins, cette séquence est sans précédent et tranche avec la pratique institutionnelle observée depuis 1958. Faut-il s'en satisfaire en se laissant ainsi porter par ce que certains estiment être une bonne fortune ou, au contraire, tenter de maintenir la logique de nos institutions face à cette coïncidence qui pourrait bien faire figure de mauvais sort ? Hormis le texte présenté par M. Bernard Charles qui vise à organiser simultanément les élections présidentielles et législatives, les propositions de loi qui sont aujourd'hui soumises à la Commission n'ont qu'un seul objet : rétablir le calendrier électoral dans sa cohérence. (...) Comme le soulignent Guy Carcassonne, Olivier Duhamel et Georges Vedel, dans leur tribune publiée récemment, contrairement aux craintes exprimées par les formations politiques les plus petites, l'élection présidentielle ne les marginalise nullement. Le premier tour de ce scrutin leur offre, au contraire, « la chance exceptionnelle d'exister, de percer, de se renforcer, infiniment plus que les législatives éclatées et soumises aux pesanteurs locales ». Il est d'évidence, l'expérience l'ayant montré, que les petits partis trouvent dans cette élection la possibilité de se faire connaître et de peser, dans la mesure où les voix qui se sont portées sur eux au premier tour sont sollicitées lors du second tour. Loin d'étouffer le jeu politique, l'élection présidentielle représente donc une chambre d'écho à nulle autre pareille pour ces formations. »

M. Bernard Roman, cheville ouvrière du projet reprendra ce lieu commun :

« Le principal apport de la Ve République est d'avoir permis que notre pays connaisse, pour la première fois dans son histoire institutionnelle souvent tumultueuse, la difficile alliance entre la stabilité et le pluralisme, sous le contrôle et par la volonté du peuple et c'est au fait majoritaire que nous devons cette évolution positive ..(interruption de M. Jean-Pierre Brard : Comme en 1993 !) Or, qu'on l'accepte ou non, le fait est que ce mécanisme puissant qui a permis d'atteindre cet objectif est, sans nul doute, l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. (M. Jean-Pierre Brard : Une régression gigantesque !)»

Le ministre de l'intérieur ira aussi de son petit couplet :

« Ce texte aura pour effet d'éviter la confusion dans l'esprit des électeurs, alors qu'un calendrier inchangé conduirait inévitablement à ce que les élections législatives ne soient considérées par les électeurs que comme les prémices de l'élection présidentielle.»

Comme si l'inversion n'allait pas donner la présidentielle comme prémices des législatives !*

Du côté communiste, c'est l'embarras : le groupe est contre le projet mais ne veut pas mêler ses voix avec la droite ! Au nom du PCF, M. Jean Vila déclare :

« Chacun d'entre vous aura compris que les intérêts et les prises de position des groupes de l'opposition, leur argumentation ne sont pas du tout les mêmes que celles du groupe communiste. C'est pour ces raisons que, comme lors du vote sur l'exception d'irrecevabilité, notre groupe ne participera pas au vote. (Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) »

A un moment petit échange entre socialistes et communistes :

Le socialiste : « A ceux qui s'opposeraient par calcul politicien, peut-être par manque de confiance dans leur champion, ou par opposition systématique, au rétablissement d'un calendrier de bon sens, je rappellerai que la proposition émane de tous les bords de cette assemblée et que la majorité n'en a pas eu la primeur. »

M. Alain Clary communiste interrompt : « Merci pour nous ! N'oubliez pas la composante communiste de la majorité ! »

Explication finale de M. Jean Vila.

« Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, pour l'opinion publique et l'ensemble du corps électoral, toute modification tendant à faire passer l'élection présidentielle avant les élections législatives apparaît inévitablement comme un jeu politicien, voire comme une manœuvre électorale lourde d'arrière-pensées.

M. Yves Deniaud. : Tout à fait !

M. Jean Vila.: Il est vrai que ce sujet fait couler beaucoup d'encre et que les tergiversations des uns et des autres, dans leurs prises de position, n'ont pas aidé à la clarté du débat. C'est le moins que l'on puisse dire.

(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Yves Deniaud : Il fallait voter l'exception d'irrecevabilité !

M. le président : Mes chers collègues, M. Hunault a terminé son intervention.

M. Henri Cuq : Remarquable !

M. le président : A présent, j'aimerais que vous écoutiez M. Vila avec attention.

M. Jean Vila : Merci, monsieur le président.

M. Renaud Muselier : Nous sommes toute ouïe !

M. Jean Vila : L'inversion du calendrier électoral est, de l'avis des députés communistes, tout sauf un problème mineur et circonstanciel.

M. Alain Clary : Absolument !

M. Jean Vila : Si nous souhaitons, comme vous, monsieur le rapporteur, que le débat soit dédramatisé, nous ne devons pas occulter le fait qu'il n'en est pas moins de première importance. Il s'agit en effet de l'avenir de nos institutions, ce qui implique naturellement un affrontement des conceptions mêmes de la République.

Certes, le débat entre démocratie et pouvoir personnel n'est pas nouveau. Depuis deux siècles, il n'a cessé de se réactualiser dans la vie publique française. Quant à la question du renversement du calendrier électoral qui s'inscrit dans la continuité du quinquennat, elle remonte aux origines de la Constitution de 1958, modifiée en 1962, qui instaurait en France un déséquilibre profond de nos institutions.

L'excès des pouvoirs de la fonction présidentielle renforcée par la légitimité populaire et l'insuffisance des pouvoirs du Parlement ouvrait logiquement la voie à une dérive monarchique de nos institutions, humiliant ainsi la représentation nationale aujourd'hui déshonorée parce que sa fonction est subalterne.

Certains ici, et ils ne s'en cachent pas, souhaitent aller plus loin dans l'aggravation de la présidentialisation du régime en renforçant encore les pouvoirs du Président de la République. Nous aurions voulu, pour notre part, que la gauche soit porteuse de réformes ambitieuses de nos institutions pour mettre fin à ce déséquilibre entre l'exécutif et le législatif,...

M. Arthur Dehaine : C'est raté !

M. Jean Vila. :... pour redonner sa souveraineté législative à l'Assemblée nationale élue sur la base d'une proportionnelle honnête...

M. Arthur Dehaine : Honnête ?

M. Jean Vila : ... afin qu'elle puisse exercer pleinement ses missions de législateur, ses missions de contrôle du Gouvernement.

M. Alain Clary : Très bien !

M. Jean Vila : Les députés communistes sont prêts à ouvrir sans plus tarder le chantier des réformes indispensables à la démocratie. Malheureusement rien de concret ne nous est proposé en la matière. Seules nous sont présentées des dispositions pour inverser le calendrier électoral et faire en sorte que l'élection présidentielle précède les élections législatives. L'exposé des motifs de l'une des propositions de loi - celle du groupe socialiste pour ne pas la nommer - est limpide sur l'enjeu que recèle cette mesure : « A ce titre, l'élection du Président de la République offre la possibilité de fédérer des forces autour d'un projet... qui est ensuite mis en œuvre par la nouvelle Assemblée nationale. » S'il ne s'agit pas là d'une procédure qui vise à installer une relation de subordination de l'Assemblée nationale au pouvoir présidentiel, c'est à ne plus rien y comprendre !

M. François Goulard : Très juste !

M. Jean Vila : Cette conception de la République est dangereuse pour la démocratie d'autant que, dans la Constitution, rien ne donne la priorité à l'élection du Président sur celle des députés. Pourquoi les législatives devraient-elles avoir à tout prix pour objet d'être le papier calque d'une majorité présidentielle qui est déjà un coup de force imposé à la démocratie, en ce sens que deux candidats seulement peuvent être présents au second tour? Ce rôle second que l'on veut attribuer à l'Assemblée nationale constitue un détournement des textes. Les Français sont contre une République monochrome qui prétendrait leur tenir la main jusque dans l'isolement. La vie est plus riche que les textes. Laissez-lui le droit de s'exprimer. Le présidentielisme, ce n'est pas l'efficacité, mais l'irresponsabilité et le manque de transparence, l'impunité au service d'une bureaucratie ni incompétente ni paresseuse mais simplement conservatrice. Dès lors, mettre fin à la cohabitation ne saurait être un but en soi, pas plus que s'enfermer dans une typologie convenue entre régime présidentiel et régime parlementaire. Il faut au contraire chercher ce qui peut favoriser au mieux l'expression populaire et répondre aux besoins de la population. Respecter la volonté du suffrage universel clairement exprimée est un objectif majeur qui ne doit être ni trituré ni instrumentalisé. Le fait majoritaire procède de l'élection des députés. On ne saurait l'oublier sans ouvrir la voie à toutes les dérives. L'inversion du calendrier servirait aussi une élection présidentielle qui se situerait au centre, et non entre la gauche et la droite. Aujourd'hui, nous sommes non en l'an 2000 mais en 1988, quand le gouvernement Rocard cherchait d'abord l'accord du groupe centriste puis, faute de l'avoir obtenu, se tournait vers les communistes. Je ne crois pas qu'une majorité de troisième force, même circonstancielle, puisse conforter la démocratie. Cette conception de la République est dangereuse pour l'exercice de la citoyenneté. En personnalisant, en hiérarchisant les pouvoirs publics et en marginalisant le Parlement, on ne respecte pas les citoyens. On méconnaît le libre choix des électeurs, on perpétue la mise sous tutelle de l'Assemblée, on élargit le fossé entre citoyens et politique qui atteint déjà des dimensions alarmantes. Qui peut raisonnablement nier aujourd'hui la crise profonde de la politique qui ronge notre pays? Refuser l'inversion du calendrier, c'est aussi militer contre l'abstention massive, facilement critiquée aujourd'hui au niveau des discours, mais largement acceptée par tous ceux qui veulent personnaliser les choix pour mieux perpétuer en fin de compte un système qui n'a rien à voir avec les aspirations profondes de ce pays. Le rééquilibrage des pouvoirs publics institutionnels est pourtant une priorité démocratique absolue. Les

députés communistes luttent pour une souveraineté nationale garantie par une assemblée investissant le Premier ministre et son gouvernement sur un programme contractuel, avec des choix précis, un gouvernement responsable devant elle, un Président de la République arbitre au plein sens du terme. L'avenir ne peut pas être dans une démocratie compliquée et incarnée. Les députés communistes voteront contre ces propositions de loi qui relèvent d'un présidentielisme éclairé, c'est-à-dire qui fait confiance à un peuple malvoyant à condition de lui avoir d'abord balisé la voie à suivre. Nous sommes convaincus que la gauche plurielle l'emportera aux législatives de mars 2002 si elle en fait le choix...

M. Charles Cova : Cela reste à démontrer !

M. Jean Vila ...les Français étant convaincus parce que le bilan de la gauche est convaincant, et qu'il pourrait l'être davantage si le cap du changement était maintenu et renforcé dans les dix-huit mois qui viennent. Si les partis de la majorité vont aux élections avec à la fois leur originalité et leur sens des responsabilités et de la coopération, le résultat sera plus clair quant au programme à mettre en œuvre. Il serait aussi, non une entrave, mais un appui certain pour le Président de la République qui sortirait des urnes au second tour de mai 2002. C'est la seule voie que la gauche doit suivre si elle veut impulser un véritable élan à la démocratie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

Un socialiste essaiera de se distinguer. M. Jacky Darne « Madame la présidente, monsieur le ministre de l'intérieur, mes chers collègues, c'est Jean Poperen, qui fut le ministre des relations avec le Parlement de Michel Rocard, qui m'a le plus apporté et le plus influencé dans ma réflexion et mon engagement politiques. Il désapprouvait les institutions de la Ve République et considérait en particulier comme une anomalie la singularité de notre vie publique. La France est en effet la seule grande démocratie où le Président de la République dispose à la fois de la légitimité du suffrage universel direct et du droit de dissolution. C'est ce cumul qui bloque la vie parlementaire. Et, Jean Poperen l'expliquait très bien, cela vaut que le Président et le Premier ministre soient issus des mêmes rangs ou qu'il y ait cohabitation. Car dans ce dernier cas, la majorité parlementaire est forcément rangée derrière le Premier ministre dans son rapport de force avec le Président. Le rôle du Parlement par rapport au pouvoir exécutif n'a pas été plus fort suivant que l'on était ou non en période de cohabitation. Il n'a pas été plus fort non plus suivant que le Président de la République avait été élu avant ou après les députés - le lien entre dates des élections et pouvoir du Parlement, que beaucoup d'orateurs ont invoqué, n'existe pas. Partageant ce point de vue critique sur les institutions, pourquoi suis-je favorable au rétablissement du calendrier ? Pour une raison et une seule : la cohabitation est une faiblesse pour la France».

Pour le MDC, Georges Sarre dit l'essentiel : «Depuis que le général de Gaulle a fait trancher par le peuple en 1962 la question du mode d'élection du Président de la République, la Constitution de 1958 a pris un nouveau visage. L'élection du Président de la République au suffrage universel direct est la réforme qui a tout changé. Elle n'est plus vraiment contestée aujourd'hui. »

Pour les Verts Noël Mamère sera particulièrement offensif. Il présentera les mêmes arguments que les communistes mais avec en plus des propositions concrètes visant à retarder le projet : amendement et renvoi en commission. Dans l'amendement Noël

Mamère se servira de ce projet pour avancer une proposition de dose de proportionnelle. Etrangement, alors que les socialistes feront comme si les communistes étaient inexistants, Daniel Vaillant acceptera de répondre à Noël Mamère : la dose de proportionnelle, il n'est pas contre mais ce n'est pas l'heure.

Résultats du scrutin : Nombre de votants : 551 ; Nombre de suffrages exprimés : 545 ; Majorité absolue 273 ; Pour l'adoption : 300 ; Contre : 245. L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe Union pour la démocratie française-Alliance.)

Le premier dessin publié dans *Point Gauche !*



Je ne vais rien dire du très long débat au Sénat. J'ai déjà donné des éléments du rapport de Christian Bonnet, donc je passe sous silence la brillante intervention de Robert Badinter en faveur de la Présidentielle (les Législatives seraient entre les mains des partis) qui dura 56 minutes au lieu des 45 minutes autorisées. Tout de même, je

souhaite retenir ces quelques lignes du sénateur communiste Robert Bret qui se servira de ce débat pour demander encore une fois la réforme du Sénat :

«Il est clair que la désaffection de nos concitoyens à l'égard des partis et des décideurs politiques provient d'une impuissance croissante constatée à l'égard du pouvoir économique. Je n'entrerai pas aujourd'hui dans le détail de cette question, mais le rôle de la Banque centrale européenne, organe toujours dépourvu de contrôle démocratique, est significatif en ce domaine. La question des privatisations s'avère, dans ce cadre, centrale. Comment restaurer la primauté du pouvoir politique, du pouvoir démocratique si l'on retire à la collectivité publique la plupart de ses moyens d'intervention ? Il s'agit là d'une question essentielle, en tout cas pour nous. Le libéralisme qui, par essence, privilégie les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général, porte en lui-même la contestation du système démocratique. Le libéralisme s'accorde parfaitement au système présidentiel. La simplification du débat, la délégation de pouvoir facilitent grandement l'action des intérêts privés. Comme quoi, mes chers collègues, la question des institutions est bien une question globale. Elle recouvre l'ensemble des secteurs de la société et, de toute évidence, cette question des institutions mérite bien mieux qu'un référendum raté ou une «belle manœuvre» réalisée comme cela a été souligné, dans la précipitation coutumière de la fin du mois de décembre. »

Et que dire suite aux élections de 2002:

Oui, la Présidentielle de 2002 favorisa électoralement les petits partis, mais de manière totalement imprévue, elle écarta le PS du second tour ! Le PS ne trouva rien de mieux que de crier ... contre les petits partis ! Or le succès électoral d'Arlette Laguiller en 1995 ne conduisit pas à un développement de Lutte ouvrière. La Présidentielle favorise électoralement les petits partis en détruisant toute envie d'engagement politique ! Avec la Présidentielle, on s'en remet à un ou une candidate au point même que Robert Hue évacua toute référence au PCF dans sa campagne Oui. Monsieur Badinter, avec les Législatives les partis jouent un plus grand rôle car il faut choisir des centaines de candidats, être présents dans des centaines de villes et villages, et les partis n'est-ce pas la base de la politique ? Mais la politique en crise rend les partis coupables et les présidentiables valeureux ! Olivier Besancenot a été très bon mais la LCR n'en retirera rien de sérieux sauf à accroître la crise du politique en mettant en avant ce succès électoral comme preuve de sa crédibilité ! Les Législatives qui suivirent, même avec l'image de Besancenot comme locomotive, ne furent guère meilleures que les précédentes sauf que cette fois la LCR passa devant LO mais avec beaucoup plus de candidats qu'en 1997. En clair, même un mouvement révolutionnaire est obligé de changer la Présidentielle en moteur électoral, alors qu'elle est destructrice du débat politique sérieux, le seul capable de renforcer un idéal révolutionnaire !

Dans le numéro 55 de **Point Gauche !** (sept-oct 2001) j'ai publié un article de deux pages contre l'élection présidentielle avec ce titre clair : «7ème élection présidentielle : vers la culture du chef ! »

Ce travail s'inscrivait dans le cadre d'une recherche historique sur le coup d'Etat, le 2 décembre 1851, du premier président élu au suffrage universel direct Louis Napoléon Bonaparte. Si l'évocation d'une possible cohabitation fut erronée dans l'article, par contre la phrase « Dans la Nouvelle France, plus que jamais, tout parti politique deviendra le parti du président ! » était prémonitoire puisque, pour éviter la

cohabitation, Chirac et ses hommes purent créer l'UMP (union pour la majorité présidentielle) dès le soir du 21 avril. Chacun sait à présent, qu'à gauche, le PS va devoir créer un parti équivalent qui, comme je le disais alors, ne sera plus un parti : « Le parti ne sera plus ce collectif humain capable de réfléchir à l'avenir du pays mais une machine à fabriquer une image à son chef vénéré ».

Pour les plus jeunes, qui vivent à l'heure quotidienne du mépris de la politique, il est bon de rappeler ce que furent les partis politiques d'hier : ils étaient des lieux de formation, des lieux de rencontre, des lieux de débat, en bref des outils pour apprendre la citoyenneté. Ayant bien connu le PCF, je ne méconnaissais pas les côtés négatifs (mise aux normes de la ligne politique et fonctionnement militaire), mais ils n'étaient pas pire que dans le reste de la société. Voilà pourquoi beaucoup de militants formés par le PCF surent être très efficaces y compris après l'avoir quitté. Dans la vie associative et syndicale y compris dans des associations sportives, les militants du PCF apportèrent un exemplaire sens de l'organisation et du dévouement

Dans l'article en question j'évoquais « la dépolitisation de la politique par la présidentielle » à partir de l'exemple des Verts. La suite fut une caricature de cette analyse avec la mise à l'écart d'Alain Lipietz, choisi démocratiquement par les membres des Verts, au profit du candidat des médias Noël Mamère. Ensuite la majorité des membres des Verts dut se dédire !

Je retiens cette autre phrase : « La question bien sûr est celle de l'avenir du PS dont chacun se demande quand il deviendra un parti démocrate à l'américaine. Pour le moment Jospin représente cet avenir, mais 2002 nous dira jusqu'à quand puisque les Présidentielles décident de tout. ». Et elles décidèrent même de la in du rêve de Chevènement, élection dont il pensait qu'elle était taillée à sa mesure, à moins qu'il n'ait décidé de se tailler une figure à la dimension de l'élection présidentielle ! Dans tous les cas, la politique est en train de mourir de faim et de soif.

Aussi je n'ai pas été surpris de lire en exergue d'un journal local d'Albias, cette citation de Paul Valéry: «La politique c'est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde». Je suppose que je ne vais pas vous étonner en précisant qu'il est réalisé par des gens de gauche qui suivent de près l'activité municipale.

Cette introduction peut vous laisser croire que je cherche les solutions aux problèmes sociaux dans des techniques de gouvernement (une autre république par exemple ?) or il n'en est rien. Je mets seulement le doigt sur un symptôme : quand la gauche fait reculer la démocratie politique alors elle alimente une dépolitisation grave. Pour tenter de découvrir de nouvelles sources de joie et de nouveaux aliments favorisant l'engagement en faveur du bien commun, la démocratie doit devenir plus clairement un instrument de lutte contre les pouvoirs économiques

La médina de Tunis se réveille sans Bourguiba Tahar Djaout dans Algérie Actualité !

L'avenue Habib Bourguiba porte toujours le même nom, et les billets de banque sont toujours à l'effigie du Combattant Suprême. Mais la statue au cœur de Tunis, qui magnifiait celui qui s'est toujours considéré comme le père de la Tunisie, est remplacée par un monument à la gloire du 7 Novembre où une horloge semble signifier qu'il arrive dans l'histoire des moments où il faut remettre inexorablement les pendules à l'heure. Zine El Abidine Ben Ali « Sani'at-taghyir » (l'artisan du changement), remplace, dans la galerie des figures officielles, le Combattant Suprême.

Pourtant, Bourguiba se croyait éternel. Ce Carthaginois du vingtième siècle n'hésitait pas à se prendre pour Hannibal ou Jugurtha. Il semblait prédestiné au tutoiement des plus illustres : aucun voisinage ne l'intimidait dans la rue fastueuse qu'il s'est octroyée et qu'on lui a conservé par déférence, deux statues se font face : celle d'Ibn Kaldoun et la sienne. Bourguiba, possessif et intransigeant, a contraint l'illustre historien à tourner le dos à sa médina natale afin de regarder dans la direction de ce compagnon forcé. Entre les deux hommes statufiés, un poète anti-conformiste a imaginé, il y a quelques années, un dialogue croustillant où l'historien dit au politicien : « Lana es-sada oua lakoum es-sadid », ce qui signifie « A nous l'écho (de la renommée) et à vous la rouille (que dépose le temps) ». Inutile de parler des admonestations que ce vers irrespectueux attira à son auteur. On ne badine pas avec l'honorabilité d'un personnage qui s'est décrété sans reproches !

Mais on aura beau (me) dire et gloser, le nom de Habib Bourguiba restera lié à celui de la Tunisie moderne à laquelle il a fait prendre en 1956-1957 un départ intelligent. Déjouant l'esbroufe et l'impasse du nassérisme et du panarabisme, Bourguiba décide avec courage — car la résistance était très grande — d'engager son pays sur la voie de la modernité, de l'ouverture à la laïcité. L'un des pivots de cette politique, c'est ce fameux statut de la femme qui fait crisser des dents et crier au scandale les intégristes. Mais l'élan imprimé par Bourguiba semble freiné ces dernières années car, même si le pouvoir en place exclut en apparence toute composition avec l'intégrisme, une partie non négligeable de la société est travaillée par ce phénomène. Cette idéologie (pseudo-divine) du rigorisme, de la frustration et de la rancœur s'appuie sur des gens exaspérés par l'image d'une Tunisie extravertie, vouée au tourisme, soumise aux désirs et aux fantaisies des visiteurs fortunés. Le dernier film de Nouri Bouzid, *Bezness*, nous parle de ce pays-défoloier où tout se vend, un pays où tous les fantasmes se satisfont pourvu qu'on y mette le prix.

Si le tourisme est source de revenus, il est aussi source d'épuisement. Epuisement du naturel, de la gratuité, de l'altruisme. Défiguration des objets ravalés à leur prix de vente. Dans la médina propre et ordonnée (on ne peut s'empêcher en la visitant d'avoir une pensée pour la pauvre casbah d'Alger, chaque jour plus détériorée), les boutiques croulent sous un artisanat qui s'entasse en d'astronomiques quantités. Chaque produit a son espace sinon sa rue propre. Enfilade de dinandiers, de maroquiniers, de bourreliers, de parfumeurs. Même les boutiques proposant des narguilés (un commerce tout récent né peut-être avec le tourisme des émirs) sont réunies dans un même espace. Des vendeurs polyglottes musardent entre le français, l'allemand et l'anglais. Leurs sens exercés et leur instinct de commerçant ont appris à discerner entre le prodigue et le

pingre, entre le Germain et l'Anglo-Saxon.

Une autre image, plus idyllique de la médina de Tunis, peut être offerte au visiteur très matinal qui se donne la peine de surprendre la cité au réveil. Il peut assister alors à quelques précieuses confidences. Il peut jouir, avant que la foule des vendeurs, des acheteurs et des curieux n'investisse la médina et ne la noie de sa trépidation et de sa rumeur, de quelques lieux et édifices qui sont offerts, à lui seul comme un cadeau royal : djemaa Zitouna, maison (supposée ?) natale d'Ibn-Khaldoun, le mausolée des beys, le cercle Tahar Haddad, la sépulture verte d'un Espagnol qui avait tellement aimé Tunis qu'il avait demandé à être enterré au beau milieu de la rue où il avait vécu. On arrive au merveilleux quartier Halfaouine chanté par le poète Salah Garmadi et par le cinéaste Fend Boughdir. Mais le moment de grâce matinale tire à sa fin. Une rumeur sourde indique que le monstre marchand, le Minotaure assoiffé d'argent qui hante le labyrinthe de la ville, commence à ouvrir un oeil et à s'ébrouer. Des odeurs, encore furtives, révèlent les nourritures qui se mitonnent. Les gestes sont encore doux, presque somnolents : gestes des marchands préparant leurs étals, caressant docilement les fruits avec la nonchalance amoureuse que ne perturbe pas l'impatience de recevoir l'argent ; de compter et rendre la monnaie. Dernière image d'enchantement et de gratuité.

Dans quelques instants, on tendra vainement l'oreille pour saisir, par-delà l'excitation mercantile, les pulsations secrètes d'une ville abyssale et séculaire qu'on avait pourtant sillonnée peu auparavant comme dans les mirages d'un rêve. Les autres gestes, ceux de l'échange marchand, s'établiront et effaceront la mémoire de la ville. Ses rues si pittoresques à l'aube seront comme débaptisées : sa voix ne possédera aucun timbre hormis celui de la monnaie sonnante et trébuchante.

Tahar Djaout

Algérie Actualité du 12 au 18 novembre 1992

Sur l'agriculture Lettre à Claude Rossignol (1)

Salut companero,

Comme les précédents le n°38 de **Confluences 81** fourmille d'informations précieuses. Parmi elles, je souhaite réagir à une question de ton article en page 3 : « y a-t-il un plan mondial de liquidation de la paysannerie ? » Cette question, née d'une conférence débat de la Confédération paysanne où fut mise en évidence l'absurdité des farines animales pour nourrir des bovins comme l'absurdité du remède au mal créé (l'abattage de tout le troupeau), elle me préoccupe depuis des années. Je l'ai étudiée à travers divers livres comme le n°1 de la revue « Marginales » qui s'intitule: « Paysans, dernier siècle ? », et en produisant divers travaux.

A présent, je réponds sans hésiter, que les paysans vivent leur dernier siècle dans le cadre d'un plan mondial de liquidation de cette activité. Et j'ajoute qu'avoir conscience de ce plan est indispensable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons.

La Confédération paysanne, avec l'aide circonstancielle de José Bové et de ses amis de Millau, a réussi à rendre populaire un de ses combats fondateurs : les questions agricoles sont celles de toute la société car elles sont d'abord des questions alimentaires. Or, il est évident depuis longtemps que les questions alimentaires, si elles sont économiques, sont tout autant culturelles. Pensons aux cuisses de grenouilles que mangent des Français !

La disparition organisée des paysans devient plus que la disparition d'une catégorie sociale : la disparition d'un mode de vie incompatible avec l'idéologie d'une industrialisation à seul but lucratif. Un fromage mondial, de forme carrée, coupé en tranches fines et chaque tranche enveloppée dans du plastique, c'est l'idéal d'une industrialisation lucrative. Le final d'une telle tendance, c'est la fameuse pilule qui devient la nourriture idéale d'un humain conditionné. La France est connue pour son nombre de fromages ... et son nombre de paysans. Aujourd'hui, dans le monde, les cuisines connues sont celles où il existe encore une agriculture digne de ce nom. Les Chinois savent en profiter.

En conséquence, nous sommes face à cette question : « et si, en guise de nourriture, le meilleur avenir possible de l'humanité, était une simple pilule ? » Elle brouille le débat entre progressistes et conservateurs. Des conservateurs vont dire : « le monde a toujours évolué, et il doit continuer d'évoluer... » et des progressistes vont ajouter : « les goûts du passé, nous savons qu'ils peuvent si vite s'oublier ». Le goût d'un cèpe ou d'une vraie tomate deviennent des archaïsmes. La liquidation du monde paysan est à la fois une liquidation sociale mais tout autant idéologique. Ils sont traités comme des assistés, ils sont un poids pour les sociétés, ils provoquent des retards etc. Pourquoi les produits agricoles ne sont-ils pas payés à leur prix, sur le marché mondial ? Pour une raison toute simple : dans un budget familial l'alimentation étant un besoin indispensable au quotidien, pour en faire diminuer au maximum la valeur, il faut des prix réduits. La part du budget ainsi libérée est disponible pour l'achat de produits industriels moins indispensables (les produits alimentaires étant de plus en plus chargés de valeur industrielle par le conditionnement, le traitement etc.). Le bouquet final de cette évolution s'appelle le restaurant fast-food : il détruit le principe du restaurant (une

alimentation recherchée) au nom de la restauration ! Car, pour qui l'oublierait, Mac Do c'est un resto ! Quand on met face à face « fast-food » et « time is money » alors la boucle est bouclée. Le temps c'est de l'argent or le paysan est obligé de respecter, un minimum, le temps naturel. La viande de poulet est la moins chère car la plus rapide à produire mais il est « malheureusement » impossible d'augmenter indéfiniment cette rapidité ! Les paysans depuis toujours vivent avec les aléas du temps : ils sont indignes d'une époque où le fun, le challenge (le plaisir et le défi) consistent à vivre au rythme des aléas de la Bourse sans valeurs. Par l'histoire millénaire qu'ils triment, les paysans témoignent inévitablement de notre réalité : quand la télévision doit se substituer à la vision, leur présence fait désordre.

Or, les paysans représentent encore 60% de la population mondiale répartie sur l'ensemble de la planète : leur liquidation devient un drame humain sans précédent. Exclues des campagnes, ils se précipitent dans des villes où il n'y a plus pour les accueillir, comme en Europe hier, les premiers travaux des grandes industrialisations. Ils deviennent des sans-grades sans-abris, des sans-papiers sans avenir. Ensuite, seuls des pays comme le nôtre peuvent se payer le luxe d'une politique d'aménagement du territoire ! Alors, nos sociétés sacrifieront la sécurité après avoir suscité les pires insécurités

Les « progressistes » sont contraints de reconstruire un projet social loin du scientisme optimiste du XIX^e siècle, qui puisse reprendre la vie où elle fut abandonnée. La normalisation alimentaire n'est plus une question d'hygiène mais une mise au pas des consciences. A l'inverse, un avenir démocratique passe par un coup d'arrêt étudié de la logique du développement. Le maintien des paysans authentiques constitue une pierre dans les rouages de la dite logique. Leurs luttes, quand elles se produisent, constituent une chance de changer le monde. Les paysans du Paraguay viennent d'empêcher des privatisations.

Angeville le 30 juillet 2002

(1) Claude Rossignol participe à la vie des Alternatifs du Tarn et nous luttons avec eux depuis 1998.

Sur les mafias

Lettre à Alain Daziron (1)

Cher Alain,

Un mot sur le slogan de notre campagne électorale « **La démocratie pour dire non à toute les mafias** » qui nous a valu quelques réflexions du côté d'Hugues Bauchy, candidat du PCF, comme d'autres d'ailleurs, car l'emploi du mot mafia n'est pas politiquement correct à gauche. Il y a vu une volonté racoleuse car, n'est-ce pas, tout est calcul en politique ... Dire que notre monde est gouverné par des mafias n'est pas faire chorus avec le FN, que les professions de foi des partis de gauche condamnent si rarement, mais admettre une tendance réelle, du moins c'est notre humble avis qui s'appuie sur quelques éléments.

Les mafias

1) Le livre de Jean Ziegler : **Les Seigneurs du crime Les nouvelles mafias contre la démocratie.**

Inutile de te présenter ce dangereux homme d'extrême-droite qui est bien placé, en Suisse, pour vérifier, au quotidien, que les plus grandes banques sont les plus grands centres du crime organisé. Mais nous sommes loin de la Suisse et loin de l'Italie où la mafia est comme chacun sait une institution. En Sicile, elle a été marginalisée sous sa forme archaïque pour mieux s'étendre sur l'ensemble du pays. Les liens de Berlusconi avec la loge P2 ne sont plus à faire et là-bas, plus qu'en France, la gauche a été lamentable dans sa lutte contre la mafia.

2) En France, le livre de Jean-Loup Izambert, **Le Crédit agricole hors la loi ?** ne sera pas en livre de poche comme celui de Jean Ziegler. Il dit pourtant la même chose mais à propos d'une banque de chez nous. Elle fut belle la mutuelle et déjà, en ce temps là, les paysans savaient bien, malgré les assemblées générales des caisses locales, qu'elle roulait pour les plus riches. C'est par définition le rôle d'une banque et le côté mutuel fut totalement perdu ces derniers temps. Le livre évoque surtout le Crédit agricole des dix dernières années. Sa privatisation d'abord, une histoire des plus rocambolesques car en effet, privatiser une mutuelle relève de l'exploit, ses liens internationaux ensuite qui la placent au cœur des paradis fiscaux. Je ne connais pas les idées de l'auteur du livre mais il a travaillé dur et jusqu'à ce jour, silence général sur son analyse.

Même la Confédération paysanne préfère rester sage sur ce point. C'est que, le Crédit agricole avec la FNSEA sont très susceptibles ! J'ai eu l'occasion de remarquer, qu'à l'oral, un élu Confédération à la Chambre d'agriculture pouvait être très virulent contre la FNSEA, mais sur son journal, il reste discret. A la base, la mafia fonctionne en suscitant la peur et la peur change TOUS les comportements. L'industrie de la peur est une des plus florissantes.

3) Mais qu'est-ce qu'une mafia ?

« Avec le crime organisé les sociétés démocratiques d'Occident procèdent fréquemment de la même façon : la présence en leur sein du monstre est si évidente qu'elles ne s'en rendent pas compte. Elles continuent de dormir en caressant doucement leur ennemi. » indique Jean Ziegler. En sa deuxième base, la mafia transforme des comportements illégaux en crime organisé. Pour le monde de la communication je t'invite à lire PLPL le journal de Pierre Carles qui démontre, depuis dix numéros, les incroyables complicités

de la mafia médiatique. Le PCF qui a bien connu Alexandre Adler pourrait lancer une grande enquête sur ce maître des lieux capable de soutenir un procès contre Daniel Mermet à seule fin de le faire taire. Comme pour la banque, je ne parle pas de mafia en dehors du temps mais de l'évolution qu'a connue la France depuis 1997 : une évolution où la corruption est devenue le quotidien des puissants. Chirac sert de tête de truc mais le chemin suivi par la cassette Méry est exemplaire. Après les banques et les médias (n'est-ce pas la même chose aujourd'hui ?) parlons politique. Dans **Point Gauche !** nous avons fait de la pub pour un livre d'un membre éminent du PS : Arnaud Montebourg (avocat que mentionne J-L Izambert). Son livre est un cri de guerre contre une mafia politique écœurante, un cri de guerre que j'aurai préféré lire sous la plume d'un communiste. Mais il faut être courtois avec des alliés susceptibles !

Pour symboliser la mafia dans le milieu sportif, oublions Bernard Tapie dont le PS fit un ministre, afin de passer à la démocratie, notre slogan disant : « **La démocratie pour dire non à toute les mafias** » !

La démocratie

A partir de cette analyse sur un monde à l'envers, où la loi crée des privilèges qu'au départ elle était censé combattre, le combat démocratique prend une autre tournure : il devient plus vital que jamais. En même temps qu'Hugues Bauchy me reprocha le mot mafia, Michel Bonnet me reprocha, plus vivement, la publication dans notre journal des comptes de campagne des dernières législatives. Etrange coïncidence ! Notre attitude démocratique qui, sans moyen, met à la disposition de tous, des documents officiels sur **l'ensemble des partis** (en premier lieu, ils font apparaître le comportement étrange du FN !) était sévèrement dénoncé ! Depuis des années, notre journal donne la parole à des membres du PCF (dont un suppléant aux législatives), des Verts (dont une suppléante aux législatives), du PS, à des libertaires, des alternatifs, des sans partis car c'est notre conception du débat démocratique. Inversement la Gauche plurielle a voté des lois qui dénotent une conception contraire : je veux parler des lois Chevènement, Voynet, Gayssot, Vaillant. Une seule des lois sur «la démocratie», celle inversant le calendrier électoral, a été combattue par le PCF et les Verts. A supposer que le contexte économique n'ait pu empêcher la politique de privatisation chère à Jospin, ce contexte n'est pas responsable de la dérive antidémocratique (je suis prêt à démontrer à quiconque que les lois en question sapent l'histoire démocratique du pays au lieu de la renouveler).

En conclusion je considère que le différent porte non seulement sur l'analyse de notre société mais sur les moyens à mettre en œuvre pour la transformer. Après 5 ans de gauche plurielle, je crains que nous n'ayons plus la même conception de la démocratie. Pour la campagne des dernières législatives, le PCF comme les Verts choisirent un slogan sentimental en appelant à « l'espoir » qu'ils ont tant fait souffrir pendant cinq ans de pouvoir avec le PS ! Pour moi, le PS joue son rôle mais quand le PCF, comme aux dernières régionales, décide de se mettre dans son ombre, il perd son identité et ... ses électeurs. Bon, c'est un autre débat.

Amicales salutations et au plaisir de poursuivre les échanges car il faudra bien que les esprits critiques se regroupent pour éviter les malentendus et susciter vraiment, un espoir transformateur à gauche. 8 août 2002

(1) Alain Daziron anime la *Maison de la Culture* à Larrazet. Il apparaissait sur la liste des membres du comité de soutien qu'Hugues Bauchy publia sur sa profession de foi.

Sur l'inversion du calendrier électoral Lettre à Gérard Filoche (1)

Cher monsieur,

J'ai lu avec intérêt, dans *Démocratie et socialisme* de cet été, votre article sur la fameuse inversion du calendrier. J'ai été totalement surpris que la Gauche socialiste n'ait pas pu prendre le temps d'en discuter, vous réduisant à voter, seul, contre le projet au Conseil national du PS à Paris. Une confirmation que le PS a voulu passer le dossier à la hussarde ? Même après le mal fait, votre article garde toute sa valeur puisque la question est exemplaire aussi j'envoie ces quelques lignes pour pousser encore plus loin votre argumentation.

N'oublions pas que le RPR s'activa contre l'inversion du calendrier ce qui révèle un cas assez unique d'inversion des valeurs au Parlement. Traditionnellement, la gauche souhaitait un Parlement au-dessus du Président or la droite se chargea de défendre le Parlement pour laisser au PS et à une partie de l'UDF la responsabilité de l'inversion du calendrier. Car on est bien d'accord, cette inversion met en place un système politique qui va placer presque définitivement l'élection législative à la remorque de la présidentielle, ce qui, en plus des travers que vous mentionnez, en a un autre : l'abstention y devient encore plus forte comme on l'a vérifié dès 1981 ou 1988.

Bien sûr, les partisans de l'inversion peuvent invoquer son peu d'incidence chez les électeurs par rapport à d'autres thèmes débattus. Il n'en demeure pas moins qu'avec les législatives, avant la présidentielle, le résultat aurait été totalement différent et surtout, plus démocratique. Nous avons vérifié les écarts entre le résultat du 21 avril et celui du 9 juin donc l'inverse aurait été vrai, de plus, la question va au-delà de celle des résultats : il s'agit de la conception de la politique.

Dans le débat à l'Assemblée Nationale le rapporteur indiqua que la présidentielle favorisait les petits partis et qu'en conséquence la placer en premier ne leur était pas nuisible. Il confondait volontairement ou involontairement le rôle électoral et le rôle politique de l'élection. Au soir du 21 avril il pouvait dire : voyez, j'avais raison, les petits partis ont bien été favorisés. Le bénéfice est lisible si on réduit le politique à une personnalité, d'où le succès du FN. LO, qui a depuis des années une personnalité connue grâce à la présidentielles, n'en est pas pour autant devenu un parti politique réel. L'apparition forte de Besancenot, si elle a un rôle pour la LCR, ce sera d'utiliser son nom pour se renforcer, ce qui est contraire à un vrai débat politique basé sur un programme et non sur une personne ! Je suis prêt à parier que l'effet Besancenot restera un fait de la présidentielle et non un fait politique.

En conséquence, même chez ceux qui peuvent considérer la présidentielle comme « une faveur », l'effet politique est négatif. Quant à l'extrême-droite, l'inversion du calendrier lui fut pain béni et la responsabilité du PS d'autant plus désastreuse !

Le RPR utilisa à haute dose, dans le débat parlementaire, une intervention télévisée de Jospin du 19 octobre 2000 : « Toute initiative de ma part serait interprétée de façon purement politique, voire politicienne. Moi, j'en resterai là et il faudrait vraiment qu'un consensus s'esquisse pour que des initiatives puissent être prises. » Jospin pensait sans doute que le RPR, soucieux de présidentialisation du régime, allait de ce fait se résoudre facilement à demander l'inversion du calendrier, en sachant qu'il aurait alors l'appui du PS. Le RPR n'en fit rien : il joua la carte du monde à l'envers. Et le consensus alla de Raymond Barre à Bernard Charles (PRG) qui présenta cependant un compromis pas idiot : les deux élections le même jour, d'autant que le second tour des législatives ayant lieu une semaine après le premier, les résultats de l'Assemblée auraient été connus avant ceux de la présidentielle ! Dans ce débat totalement surréaliste (une publication des meilleurs moments serait hallucinante à présent) nous avons vu des socialistes dire : « cette inversion permet de lutter contre la cohabitation » ce qui fait qu'ensuite, comment pouvaient-ils dire : la gauche doit gagner les législatives, puisque la cohabitation était désignée comme mauvaise quelques mois avant !

Bref, allons à l'essentiel : cette inversion est la partie visible d'un iceberg. En 1992, Bill Clinton a été élu président démocrate en ayant pris comme programme, des thèmes des républicains, et, depuis, la gauche européenne a cru qu'elle devait faire de même : battre l'adversaire sur son propre terrain. L'essentiel n'a plus été de gagner sur ses idées mais de faire moins pire que l'adversaire et quand Monsieur Mélenchon, sur Politis, a répété que le PS était moins pire que la droite, il a avalisé un discours suicidaire. Pour une fois, sur la question de l'inversion du calendrier, le PCF et les Verts avaient joué leur rôle en alertant le Parlement sur les dérives qui pouvaient s'en suivre or le PS et une part de l'UDF décidèrent de faire pire que la droite ! Le monde à l'envers ! Nous savions que les plus grandes banques étaient les plus impliquées dans les paradis fiscaux, que la sur-information n'était que de la désinformation etc., nous avons la confirmation que la gauche pouvait aller au-delà de la droite !

En conséquence je confirme votre conclusion : « il vaut mieux se battre sur des principes que de les contourner par une habileté de circonstance, car sinon, il peut arriver le contraire de ce que l'on veut ! » Le résultat final est simple : dans cinq ans nous aurons Juppé contre Fabius (2) aussi, à défaut de renforcer le camp des abstentionnistes, je renforcerais celui des blancs ou nuls. Non à cause des personnes, mais à cause du système qui va accroître la dépolitisation de nos sociétés. Parmi les dernières merveilles de notre monde à l'envers nous aurons eu des dirigeants politiques comme saboteurs ... de la politique ! Fraternelles salutations.

Angeville le 30 juillet 2002

(1) Gérard Filoche, inspecteur du travail, fait partie des membres de la LCR qui entrèrent à la Gauche socialiste autour des années 1995.

(2) Note 2015 : on a eu en fait Sarkozy contre Royal mais Juppé n'a pas dit son dernier mot.

Epilogue

Un grand pays a vécu 40 ans sans vie politique. Les institutions fonctionnaient, les habitants immigraient parfois, et, de temps en temps, du sous-sol venaient quelques cris. Des millions d'étrangers y passaient l'été pour bénéficier du soleil et des millions d'autochtones attendaient le soleil de la démocratie.

Ce pays paraissait attardé et la dictature qu'il subissait ressemblait à un vestige du passé. Pourtant l'ensemble des pays du monde occidental comme ceux du bloc de l'est regardaient le franquisme avec courtoisie. Oui, il s'agit de l'Espagne qui de 1939 à 1975 prouva, mieux que d'autres pays, que la vie politique n'est pas obligatoire ! J'ai la conviction que, sous une forme nouvelle, cette fin de la politique est devenue un fait majeur dans toute l'Europe.

En étudiant la Révolution française j'avais été étonné par la passion des révolutionnaires pour l'Antiquité. A présent, je comprends mieux : les périodes de démocratie sont rares dans l'histoire de l'humanité et les insurgés se repèrent comme ils peuvent.

La fin de la politique ne signifiant pas la fin de l'histoire qui sera toujours l'histoire de la lutte des classes, il nous appartient de réfléchir aux meilleurs moyens de l'action à entreprendre pour un nouvel âge de la démocratie. Les rustines ne sont plus de saison !

Dos de couverture de la brochure

Qu'est-ce que le PS a perdu en 2002 ?

En 2002, le PS et ses alliés ont seulement perdu le pouvoir ce qui est bien peu par rapport aux pertes précédentes : l'ensemble des références de la gauche.

J'en conviens, le monde économique a changé depuis le début des années 90 (d'où une analyse sur ce point dans cette brochure), ce qui supposait en effet une évolution des références de la gauche. Pas un abandon en rase campagne !

Pour se comprendre, quelques précisions.

Quand les dirigeants d'Enron exploitent leurs employés, après Marx nous savons tout du processus d'exploitation. Quand ils poussent cette exploitation jusqu'à obliger les salariés à investir leurs économies dans les fonds de pension de l'entreprise, ils poussent le bouchon très loin. Quand les employés découvrent, au dernier moment, qu'une clause leur interdit de vendre les dites actions (alors que les dirigeants les revendront grassement avant la chute) nous passons du phénomène d'exploitation au stade de la MAFIA.

La gauche c'est forgée dans la lutte contre l'exploitation avec comme idée : la prise du pouvoir d'Etat peut contrebalancer le pouvoir des patrons. La lutte de la gauche a toujours été fondamentalement démocratique contre l'autocratie économique. Ses succès furent incontestables : elle démontra que le développement démocratique était la meilleure source du développement économique ! (Mai 68 fut un bel instrument de relance économique !). Au point que le pouvoir du fric devint si fort qu'il inversa les rôles : sans développement économique, il n'y aurait pas de démocratie qui serait devenue, elle aussi, un COUT !

Le renversement des valeurs (la révolution conservatrice) laissa les dirigeants de gauche démunis, eux qui se croyaient les seuls capables de tels renversements ! Pour sauver leur caste politique, ils baissèrent pavillon, au tournant des années 80 (suite à bien des renoncements, faut-il préciser).

Pour sortir des sables mouvants du néo-libéralisme, la constitution d'une nouvelle forme de pouvoir collectif s'impose donc. Cette étude qui enclenche réflexions locales et globales tente d'apporter des éléments d'analyse pour que les erreurs passées ne se reproduisent pas. Elle sera sans nul doute un coup d'épée dans l'eau au vu des comportements du PS, du PCF, des Verts et de la LCR suite à l'échec de 2002. Pour chacun, la situation est bonne : au PS et au PCF le courant d'adhésions reprend ! chez les Verts un espace nouveau s'ouvre ! Quant à la LCR, elle n'a qu'un message : le bon score de Besancenot à la présidentielle !

Les Guignols vont pouvoir nous faire rire encore longtemps ! Et l'extrême-droite va attendre avec impatience les nouvelles échéances électorales ! Comment ne pas rejoindre le flot montant de l'abstention ? 30-7-2002 Jean-Paul Damaggio

Retour sur Vazquez Montalban en 2015

J'avais oublié que sur cette brochure j'avais en 2002 repris les conclusions en trois langues, au livre de Vazquez Montalban : Aperçu de la planète des singes. Et en 2015 je les retrouve avec cette interprétation que mon ami René Merle a souhaité commenter.

Voici le texte de 2015 :

"Je suis hanté par le livre de Manuel Vázquez Montalbán Aperçu de la planète des singes, dont j'ai acheté trois versions pour mieux m'en pénétrer (j'ai ainsi vérifié que la traduction française est incomplète pour plusieurs parties). Les couvertures sont sur la photo.

Je ne cesse de penser à la conclusion en partie énigmatique que je donne à la fin.

Loin des questions morales du bien et du mal, cette métaphore m'est venue cette nuit :

Construire un moteur pour qu'il fonctionne suppose un effort multiple, constant, ingénieux, une combinaison de pièces et d'ajustements.

Empêcher le fonctionnement de ce moteur suppose un geste minime, juste le vol d'une pièce. Le mal est nettement plus facile à réaliser que le bien.

Généralement le bien est œuvre solidaire, humaine, mais parfois imposée.

Le mal n'est pas celui qui détruit le moteur, mais qui impose sa domination par le simple effet de détenir la pièce manquante. J-P Damaggio"

Commentaire de René Merle.

Différences de traduction : Le titre également est gauchi en français.

Je pense aussi, à côté de ta bonne interprétation, que MVM, qui a vu le fascisme en face, sait que le Mal absolu existe, depuis Hitler, Mussolini, Franco, jusqu'à ceux qui manipulent le peuple américain pour applaudir au tapis de bombes sur le Viet Nam.

Différentes voies, pour la plupart réformistes (auxquelles fin finale MVM s'était rallié), mais tout faire pour barrer la route aux fascismes. On en a deux sur le dos aujourd'hui, l'un qui se réclame d'une religion, l'autre qui se réclame de la patrie...